



FRANCE, DETTE ET AMNÉSIE De Versailles à Alger, le grand tour de passe-passe fiscal

SALAH LAKOUES

Dettes Nationales

POUR UNE DIPLOMATIE APAISÉE ET
CONSTRUCTIVE ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Retrouver le sens de l'avenir partagé

SALAH LAKOUES

TRIPARTITE
GOUVERNEMENT-
SYNDICAT(S)-PATRONAT

Personne n'en parle, alors on en parle !

CHERIF ALI



LE BLÉ FRANÇAIS Un risque majeur pour la santé des Algériens ?

ABBES MIZANE

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

CRISE UKRAINIENNE

D. Trump dans un «brouillard» clauswitzien

ABDELHAK BENELHADJ

Comment la reconnaissance
de l'État palestinien par des
pays d'Europe est en train
de débloquer les guerres
à Ghaza et bientôt
en Ukraine ?

MEDJDOUB HAMED

Livres : T. Djaout : écrits prémonitoires

BELKACEM AHCHENE-DJABALLAH



Malgré l'accord de cessez-le-feu
La famine continue
de se propager
à Ghaza

Mohamed Mehdi

Mercredi, 13^e jour depuis l'annonce du cessez-le-feu, dans le cadre du plan de Trump, l'entité sioniste continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh en poursuivant ses bombardements sur Ghaza.

Dans son rapport statistique quotidien sur le nombre de victimes de l'agression sioniste contre Ghaza, publié hier, le ministère de la Santé a fait état de 5 martyrs, dont 4 corps retrouvés sous les décombres et un martyr ciblé directement par les forces d'occupation, et 4 blessés au cours des précédentes 24 heures (mardi). Le nombre de victimes, depuis le 7 octobre 2023, a atteint 68.234 martyrs et 170.373 blessés, ajoute la même source.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 11 octobre 2025, les attaques de l'armée israélienne ont fait 88 martyrs et 315 blessés, alors que les opérations de recherche ont permis de déterrer 436 corps de martyrs sous les décombres dans différentes parties de Ghaza.

Le ministère ajoute avoir réceptionné 30 corps d'otages palestiniens dont l'identité reste inconnue, détenus par Israël, portant à 195 le nombre de corps réceptionnés depuis le début des échanges entre la résistance et l'occupation.

«CORPS ÉCRASÉS SOUS
LES CHARS ET BLESSURES
PROFONDES»

La même source précise que depuis le début de l'opération de reconnaissance par les familles, 57 dépouilles sur les 195 réceptionnées ont été identifiées.

De son côté, le Bureau des médias du gouvernement a déclaré, hier, que les examens des corps remis jusqu'ici par l'occupation montrent que les martyrs «ont subi de graves violations». «Les examens officiels et les observations sur le terrain, documentés par le gouvernement et les organismes de défense des droits de l'Homme, ont confirmé que les forces d'occupation ont commis des violations odieuses contre les martyrs», affirme le communiqué.

Parmi les violations constatées, la déclaration fait état de : «traces de pendaison et des cordes au cou sur un grand nombre des corps» ; des «tirs directs à très courte distance, indiquant des exécutions délibérées» ; des «mains et des pieds attachés avec des attaches en plastique avant les exécutions» ; des «yeux bandés et des traits du visage indiquant que les victimes avaient été arrêtées (vivantes, ndlr) avant leur exécution» ; des «corps écrasés sous les chenilles des chars israéliens» ; et des «traces de torture, de brûlures, de frac-

tures et de blessures profondes confirmant la brutalité des méthodes employées contre les détenus».

Le gouvernement de Ghaza appelle «la Cour pénale internationale, toutes les juridictions internationales et les organisations juridiques et de défense des droits humains à former d'urgence une commission d'enquête internationale indépendante», et demande aux «médias nationaux et internationaux» d'accorder une «large couverture» pour «sensibiliser le monde à l'ampleur de ces crimes».

LE FDLP APPELLE LES
MÉDIATEURS À INTERVENIR
POUR METTRE FIN
À LA FAMINE DANS GHAZA

Près de deux semaines après l'accord portant cessez-le-feu, les Palestiniens de Ghaza n'ont constaté aucun changement dans leur vie, notamment en matière de disponibilité de produits alimentaires, alors qu'Israël continue de restreindre les livraisons d'aide humanitaire en n'autorisant l'ouverture partielle que de deux points de passage qu'il contrôle totalement, tandis que celui de Rafah à la frontière avec l'Egypte reste fermé.

A ce propos, le Front démocratique de Libération de la Palestine (FDLP) a appelé, hier dans un communiqué, les médiateurs à «faciliter la mise en œuvre de l'accord de Charm el-Cheikh et à intervenir efficacement pour mettre fin à la famine qui continue de se propager dans la bande de Ghaza». «Les rapports des organisations humanitaires dans la bande de Ghaza confirment que plus d'un million de Palestiniens – femmes, enfants, personnes âgées et autres malades, femmes enceintes et mères allaitantes – souffrent de la faim et n'ont reçu aucune aide depuis plus de dix jours», affirme le communiqué.

FDLP affirme aussi que «les forces d'occupation autorisent le passage des camions des commerçants qui paient des frais exorbitants, tandis que sont entravés les passages des camions d'aide humanitaire, perpétuant ainsi le siège et la famine», dans le but de pousser la population de Ghaza au «déplacement volontaire».

Le Front démocratique a attiré l'attention des médiateurs sur le fait que, si les discussions portent sur les «règles d'engagement», le «maintien du cessez-le-feu» et le «tracé de la ligne jaune», la question de l'ouverture du point de passage de Rafah et du rythme d'entrée des camions d'aide humanitaire, qui s'y accumulent, est absente des discussions, appelant à trouver rapidement une «solution» dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de Charm el-Cheikh.

Attaf s'entretient
par téléphone avec Lavrov

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu par téléphone, mardi soir, avec le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Sergueï Lavrov, indique un communiqué du ministère.

"Cet entretien s'inscrit dans le cadre des traditions de concertation régulière entre les deux ministres sur les questions internationales et régionales d'intérêt commun, à la lumière du partenariat stratégique étroit unissant les deux pays", lit-on dans le communiqué.

Les deux ministres ont procédé à "un échange de vues

sur les principales questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, au cours de la présidence russe de cet organe central des Nations unies, à leur tête la question de la décolonisation du Sahara occidental, et au sujet de laquelle une résolution est attendue avant la fin du mois", conclut le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le premier volet du plan Trump pour Ghaza est le plus dur à réaliser. Selon ce plan rendu public le

29 septembre 2025, les efforts ou les actions à engager passent par 20 points, divisés en trois volets, dont le premier porte sur l'aspect militaire, le plus important donc de tout le document. Dans ce sens, il est souligné que la suspension des hostilités armées est conditionnée à un abandon définitif de la lutte armée par le Hamas, à un désarmement de ses membres et à la destruction de toutes ses infrastructures militaires, dont son réseau de tunnels. En contrepartie, il est précisé qu'une amnistie générale sera accordée aux membres du Hamas, alors qu'Israël devrait s'engager, de son côté, à un retrait progressif de ses troupes et renoncer expressément à annexer ou à occuper Ghaza.

Si le volet humanitaire a déjà entamé une concrétisation sur le terrain, à travers les échanges de prisonniers entre les deux parties et l'entrée de l'aide alimentaire dans la bande de Ghaza, et en attendant de passer en dernier lieu au volet politique, qui écarte le Hamas et l'Autorité palestinienne de la gestion de Ghaza, prévoyant dans ce cadre le déploiement d'une force multinationale de stabilisation chargée d'assurer la sécurité dans la région et à ses frontières, ainsi qu'une partie civile composée d'un comité « technocratique et apolitique » composé de « Pales-

teniens qualifiés et d'experts internationaux », agissant sous la supervision d'un « Conseil de la paix » présidé par Donald Trump, le volet quant à lui s'avère le plus dur morceau du plan.

Les Américains eux-mêmes sont conscients de la difficulté de cette mission, et ce malgré les déclarations, mardi 21 octobre, du chef du mouvement Hamas dans la bande de Ghaza et chef de sa délégation de négociation, Khalil al-Hayya, affirmant que « le Hamas était pleinement engagé à mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu conclu grâce à la médiation régionale et internationale ». Le vice-président américain J. D. Vance, pour sa part, a affirmé, mercredi 22 octobre, qu'il y avait des défis à relever pour désarmer le Hamas et reconstruire Ghaza, dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu conclu sous l'égide des États-Unis.

Le désarmement du Hamas et son retrait de la scène politique est appuyé par un soutien de la communauté internationale, à l'enseigne de la déclaration commune, à l'issue du sommet Union européenne-Egypte, tenu hier mercredi à Bruxelles, qui souligne que le Hamas devait mettre fin à son règne dans la bande de Ghaza et remettre ses armes. Il y a également le fait que la communauté internationale soutienne la solution à deux Etats, alors que le plan Trump n'y fait à aucun moment référence !

Forum des pays exportateurs de gaz
Garantir la stabilité du marché

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu, à Doha (Qatar), avec le Secrétaire général (SG) du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel, sur les évolutions du marché mondial du gaz, à la veille de sa participation à la 27^e Réunion ministérielle, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de l'Etat du Qatar ainsi que de cadres des deux parties, a porté sur "les évolutions et les perspectives du marché mondial du gaz et nombre de dossiers organisationnels et administratifs liés à la gestion du Forum", précise le communiqué.

Les deux parties ont évoqué "les objectifs stratégiques du Forum ainsi que les voies de développement de ses mécanismes de fonctionnement de façon à conforter son rôle dans la stabilité des marchés mondiaux", selon la même source.

Les deux responsables ont également évoqué "le rôle de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), basé à Alger, dans le développement du savoir technique et le renforcement de l'innovation en matière d'industrie gazière", ajoute le communiqué. A cette occasion, M. Arkab a souligné "l'importance de faire du Forum une référence internationale en matière d'industrie du gaz naturel" et "la nécessité de renforcer le dialogue

entre producteurs et consommateurs pour garantir la transparence et la stabilité du marché", réaffirmant "l'engagement de l'Algérie à continuer à soutenir le Forum et à développer ses activités".

Pour sa part, le SG du GECF a salué "le rôle pionnier de l'Algérie au sein du Forum" et "ses contributions constantes à la promotion de ses activités et à l'élargissement de la coopération entre les Etats membres", selon la même source.

M. Arkab participe, à la tête d'une délégation composée de cadres du secteur, à la 27^e Réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui se tient mercredi et jeudi à Doha.

Criminalité

La guerre aux bandes de quartiers

La recrudescence de la criminalité est prise très au sérieux par les pouvoirs publics, traduisant la volonté de l'Etat à lutter contre ce phénomène.

El-Houari Dilmi

Le succès des efforts menés, en temps records, sur le terrain par les services de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale en matière de lutte contre les bandes de quartiers et les éléments criminels reflète la détermination de l'Etat à veiller à une stricte application de la loi et à combattre toute forme de criminalité dans le but d'assurer la sécurité et la quiétude des citoyens ainsi que de préserver les biens. Ces résultats, à la lumière des performances enregistrées récemment dans le traitement efficace et rapide des affaires, témoignent de la disponibilité des différents services de sécurité et de leur maîtrise des mesures de dissuasion et de lutte contre la criminalité, que ce soit par le recours à des techniques d'investigation précises ou par l'exploitation optimale et rapide des supports technologiques et des renseignements. A cet effet, le président de la République Abdelmadjid Tebboune avait affirmé à l'ouverture de la nouvelle année judiciaire 2025-2026 que « la véritable justice repose sur le rapprochement et l'interaction positive avec les citoyens, l'amélioration des services et la lutte, avec fermeté et rigueur, contre toutes les formes de corruption et de criminalité qui menacent le tissu social et leur faire face avec rigueur et fermeté ». Dans ce contexte, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports

Fabrication d'équipements d'e-paiement Vers un partenariat algéro-chinois

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a reçu une délégation de haut niveau du groupe chinois spécialisé dans la fabrication d'équipements électroniques financiers, China Electronic Financial Equipment Systems (CEFES), conduite par le président de son conseil d'administration, Hu Dan, en vue d'examiner les moyens de renforcement du partenariat dans la production d'équipements de paiement électronique et de gestion de la liquidité, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée mardi au siège du ministère, en présence du PDG du groupe public Elec El Djazair, du PDG du Holding ACS et des cadres du ministère de l'Industrie, précise la même source. La réunion a porté sur un projet d'un accord de partenariat technique pour la production d'équipements de paiement électronique, outre l'examen des mécanismes de coopération avec INATEL (Industrie algérienne de la téléphonie), relevant du groupe public Elec El Djazair. Le groupe chinois est l'une des entreprises mondiales leaders dans la fabrication d'équipements de paiement électronique et des solutions financières intégrées de gestion du trésor et de la liquidité, selon le communiqué. Après avoir écouté l'exposé présenté à cette occasion, M. Bachir a salué le projet, soulignant la néces-

Saïd Sayoud avait affirmé que « la garantie de la sérénité publique est en tête des priorités sectorielles », soulignant que « des mesures d'appui seront mises en œuvre afin d'intensifier la présence sécuritaire, notamment dans les périmètres des structures scolaires et universitaires ». A noter que le juge d'instruction près le tribunal de Koléa a émis des mandats de dépôt à l'encontre de dix individus impliqués dans une affaire d'agression physique et de violences à l'encontre d'un individu, dont la vidéo a été relayée sur les réseaux sociaux, a indiqué mardi le procureur de la République près le même tribunal. Il y a quelques jours, une autre bande a été démantelée à la commune de Birtouta (Alger) après avoir agressé un citoyen. Des membres de deux autres bandes ont également été arrêtés dans la commune d'Ain Taya (Alger) à la suite d'une violente rixe. Dans la wilaya de Blida, une bande de quartier a également été neutralisée à la suite d'une rixe à l'arme blanche entre ses membres dans un quartier à Ouled Slama, semant la peur et la panique parmi les habitants. Parallèlement aux efforts déployés par les différents corps de sécurité pour lutter contre ce phénomène criminel, la contribution de la société civile demeure essentielle pour en venir à bout, à travers la promotion d'une culture de signalement via les numéros verts mis à disposition par les services de sécurité, ou via les applications numériques.

Tebboune reçoit le ministre des Affaires étrangères de Biélorussie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, M. Maxim Ryzhenkov, et la déléga-

tion qui l'accompagne. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de

la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

Le président de l'organisation patronale russe Business reçu par le chef de l'Etat

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le président de l'organisation patronale russe Business Russia, M. Aleksey Repik.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du directeur général de l'Agence algérien-

ne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, et du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula.



Amine Bouali

Ce que «merci» veut dire

Le mot «merci» est peut-être, avec «par don» et quelques autres, celui qui

nous relie de manière la plus positive à celles et ceux qui nous entourent. Non par simple courtoisie, mais parce qu'il exprime quelque chose d'essentiel : la gratitude pour un geste de soutien, une attention portée, un moment d'humanité, même furtif.

On apprend ce mot très tôt, à l'école ou en famille, souvent sans en mesurer la portée.

Dans le meilleur des cas, il devient un réflexe, un vocabulaire qu'on dit tout naturellement après un service rendu ou un signe de politesse.

Mais derrière son apparente banalité, il désigne quelque chose de plus profond. Il rappelle que nous ne vivons pas seuls, et que nous avons besoin de la bienveillance des autres pour nous

construire, avancer, exister pleinement- et, peut-être, poser les fondations d'une société plus apaisée.

«Merci» traduit une forme d'humilité, et apporte un moment de répit et de douceur au milieu des tensions ordinaires. Il arrive malheureusement qu'il ne soit pas exprimé : par oubli, par incorrection, ou par orgueil.

Dans une époque marquée par le désenchantement et la défiance, c'est pourtant l'un de ces rares mots qui ne coûtent rien, et qui enrichissent toujours autant ceux qui les reçoivent que ceux qui les offrent de bon cœur.

Alors, à celles et ceux qui prennent le temps de dire merci, et surtout à ceux qui agissent et se dévouent sans jamais l'attendre ni le réclamer : merci beaucoup, merci infiniment, merci mille fois.

Bouamama rencontre les directeurs des chaînes TV privées La régulation du marché audiovisuel au menu

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a tenu mardi soir au siège du ministère, une réunion avec les directeurs des chaînes de télévision privées, pour examiner l'état de l'activité audiovisuelle et les défis auxquels sont confrontés les établissements médiatiques dans l'exercice de leurs fonctions, a indiqué un communiqué du ministère.

"Lors de cette rencontre, le ministre de la Communication a souligné la nécessité de bâtir des médias nationaux forts et influents, fondés sur des éta-

blissements médiatiques solides et professionnels, capables de s'adapter aux évolutions et aux transformations numériques ainsi qu'aux exigences du service public", a précisé la même source.

Le ministre a également insisté sur "l'importance de respecter les normes professionnelles et éthiques dans le travail télévisuel, et d'intensifier les efforts afin de proposer un contenu ciblé et de qualité, consacrant les valeurs nationales et répondant aux aspirations du citoyen". Il a souligné

que le ministère de la Communication "œuvre à soutenir et à développer le système médiatique national conformément aux évolutions actuelles, notamment en ce qui concerne son arsenal juridique et le parachèvement de la promulgation des textes d'application réglementant le secteur, prochainement".

La réunion a permis d'aborder "les mécanismes de régulation du marché audiovisuel et la promotion des partenariats médiatiques ciblés avec les différents partenaires et acteurs du secteur", selon le communiqué.

Renouvellement de la flotte d'Air Algérie Le premier avion livré le 12 novembre

Le premier avion acquis dans le cadre du programme de renouvellement et d'expansion de la flotte d'Air Algérie atterrira le 12 novembre prochain à l'aéroport d'Alger, a annoncé, mardi à Alger, le PDG de la compagnie aérienne nationale, Hamza Benhamouda.

L'arrivée de cet appareil, de type Airbus A330-900, donnera le coup d'envoi de la mise en œuvre du programme de renouvellement lancé en 2023, qui vise globalement l'acquisition de 18 nouveaux appareils, a expliqué M. Benhamouda à la presse, en marge de la cérémonie de lancement du vol inaugural de la ligne Alger-N'Djamena, tenue à l'aéroport Houari-Boumediene.

Trois autres appareils du même type rejoindront la flotte avant la fin de l'année 2025, selon le PDG d'Air Algérie, ajoutant que l'année 2026 verra l'arrivée d'autres A330-900, parallèlement au démarrage des livraisons des ATR 72-600 destinés à la nouvelle filiale Do-

mestic Airlines, créée pour renforcer le réseau intérieur.

A partir de 2027, Air Algérie commencera également à recevoir ses Boeing 737 Max-9, tandis que d'autres commandes sont à l'étude afin "d'accélérer la montée en capacités et de concrétiser le développement du réseau".

"Plus nous renforcerons nos moyens, plus nous pourrions étendre notre réseau de manière ordonnée et efficace", a souligné le PDG, rappelant que la stratégie d'expansion s'inscrit dans une planification "progressive et maîtrisée".

Evoquant le développement du réseau, le PDG d'Air Algérie a indiqué que la compagnie est en train d'étendre ses ailes sur plusieurs destinations africaines, en parfaite cohérence avec la politique nationale de renforcement de la présence économique algérienne sur le continent.

"Globalement, nous prévoyons de doubler le nombre de destinations africaines desservies par Air

Algérie d'ici 2028 pour atteindre une vingtaine de lignes", a annoncé le PDG, citant notamment les projets d'ouverture vers Libreville et Luanda.

Sur le plan international, de nouvelles dessertes seront lancées dans les prochaines semaines. Il s'agit notamment de Rotterdam (Pays-Bas), avec deux vols par semaine, et de Guangzhou (Chine), à raison d'un vol hebdomadaire.

Le plan de développement d'Air Algérie comprend, par ailleurs, le renforcement des lignes vers Pékin, Doha, l'Egypte et la Turquie, ainsi que des projets saisonniers vers l'Asie du Sud-Est à l'étude pour l'été prochain, outre l'extension du réseau au Canada, avec une présence envisagée au-delà de Montréal.

Le plan d'action d'Air Algérie, qui s'étend jusqu'en 2035, envisage de nouvelles acquisitions dans les prochaines années pour mieux répondre à la demande nationale et internationale.

Pour une diplomatie apaisée et constructive entre la France et l'Algérie

Retrouver le sens de l'avenir partagé

Par salah Lakoues

UNE CRISE PLUS POLITIQUE
QUE MÉMORIELLE

Les relations entre la France et l'Algérie traversent l'une des périodes les plus délicates depuis la rupture des années 1990. Une crise que d'aucuns réduisent à un désaccord mémoriel, mais dont les racines sont avant tout politiques, diplomatiques et stratégiques. Derrière les mots, les symboles et les silences, c'est la question du respect mutuel, de la souveraineté et du rôle de chaque pays dans la région qui est posée. Le point de bascule est bien identifié : la reconnaissance implicite, en 2023, par Emmanuel Macron, de la « marocanité » du Sahara occidental.

Ce geste, interprété à Paris comme un signe de réalisme diplomatique pour consolider la relation franco-marocaine, a été perçu à Alger comme une trahison de la doctrine gaullienne d'indépendance et une atteinte à un principe cardinal de la politique étrangère algérienne : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'Algérie, pour qui la cause sahraouie reste une question de décolonisation, y a vu un alignement français sur les thèses de Washington et de Madrid, contraire à l'esprit d'équilibre que la France revendique sur la scène internationale.

Le résultat fut immédiat : gel des visites bilatérales, tensions consulaires, méfiance généralisée. Le dialogue, déjà fragilisé par les polémiques sur la mémoire coloniale et les visas, s'est figé.

Cette fois, ce n'était plus une querelle de mots, mais une véritable fracture stratégique.

LES BLESSURES DU PASSÉ TOUJOURS
PRÉSENTES

Si la crise actuelle a une dimension géopolitique, elle reste indissociable des blessures historiques. Plus de soixante ans après l'indépendance, la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie demeure vive, chargée d'émotion et de rancune. Les gestes présidentiels de reconnaissance - du massacre du 17 octobre 1961 à la mort d'Ali Boumendjel - ont ouvert des brèches, mais jamais un chemin clair vers une réconciliation durable. Le 17 octobre 2025, plusieurs cérémonies de recueillement ont eu lieu à Paris.

Les collectifs associatifs engagés dans la défense de la mémoire des victimes du 17 octobre 1961 ont organisé leur rassemblement sur le pont Saint-Michel.

La Ville de Paris, de son côté, a tenu une cérémonie officielle et une minute de silence, à laquelle a pris part l'ambassadeur de France en Algérie, Stéphane Romatet, envoyé par l'Élysée. Un geste discret mais hautement symbolique :

Le nouveau cycle diplomatique ouvert par Emmanuel Macron et Laurent Nuñez peut marquer un tournant dans les relations franco-algériennes - à condition d'assumer les blessures du passé, de clarifier les positions régionales et de replacer le dialogue au cœur de la Méditerranée multipolaire.

Macron choisissait ainsi de relancer un dialogue gelé depuis près de deux ans, tout en évitant de transformer l'hommage en événement politique.

En Algérie, les commémorations se sont déroulées dans un cadre institutionnel et associatif, avec la participation de ministres, de représentants de la communauté nationale à l'étranger et le lancement d'un timbre commémoratif.

Ces gestes croisés - citoyens, municipaux et diplomatiques - traduisent une volonté d'apaisement, mais aussi un constat : le travail de mémoire ne peut plus être dissocié des enjeux politiques du présent.

LE CHANGEMENT DE TON
AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

La nomination de Laurent Nuñez à la place de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur a marqué un tournant silencieux, mais significatif.

Le premier, réputé pour sa rigueur et sa fidélité institutionnelle, tranche avec son prédécesseur, dont les postures d'autorité et les déclarations tonitruantes semblaient davantage orientées vers les ambitions présidentielles de 2027 que vers la stabilité gouvernementale.

Retailleau parlait pour convaincre les plateaux télévisés ; Nuñez parle pour reconstruire la confiance. Son approche, pragmatique et respectueuse, vise à rétablir un dialogue technique avec Alger sur les questions migratoires et sécuritaires, loin des surenchères électorales. L'objectif est clair : sortir la politique algérienne du ministère de l'Intérieur de la logique punitive qui a miné la coopération bilatérale.

Ce changement de ton, encouragé par l'Élysée, a permis de renouer des échanges discrets entre les deux administrations.

Pour Macron, affaibli sur la scène intérieure et contesté sur la scène internationale, l'apaisement avec Alger devient une nécessité diplomatique et stratégique.

L'ALGÉRIE, PILIER D'UN MONDE
MULTIPOLAIRE

Face à une Europe fragmentée et à un monde en recomposition, l'Algérie s'affirme comme une puissance régionale autonome.

Sa politique étrangère, marquée par le non-alignement actif, lui permet de dialoguer à la fois avec Moscou, Pékin, les BRICS, et ses partenaires africains.

Cette diplomatie d'équilibre, héritée du mouvement des non-alignés, place Alger dans une

position de pivot entre le Nord et le Sud, entre la Méditerranée et l'Afrique.

Mais l'Algérie sait que sa stabilité intérieure et son développement économique passent aussi par une relation apaisée avec l'Europe - et d'abord avec la France, partenaire historique et première destination de sa diaspora.

C'est pourquoi Alger préfère aujourd'hui la fermeté à la rupture : elle exige le respect de ses positions régionales, tout en restant ouverte à une coopération fondée sur la réciprocité. Sur le plan intérieur, le pays consolide ses réformes économiques et son développement social, notamment à travers la mise en valeur du Sud et des Hauts Plateaux, le développement des énergies renouvelables et la modernisation agricole.

Cette transformation structurelle donne à la diplomatie algérienne une nouvelle assurance : celle d'un pays qui n'attend plus la validation d'autrui pour exister sur la scène internationale. La Méditerranée, un carrefour stratégique à réinventer. Le monde multipolaire qui émerge ne redéfinit pas seulement les rapports de force globaux ; il transforme aussi la Méditerranée.

Entre l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Europe, cet espace redeviendra, dans les décennies à venir, un centre de gravité stratégique pour les équilibres énergétiques, migratoires et sécuritaires. L'Union européenne, longtemps repliée sur elle-même, ne peut plus se permettre d'ignorer ce fait. La France a, dans cette recomposition, une responsabilité particulière.

En Méditerranée, elle ne peut pas prétendre au leadership si elle n'est pas capable de construire des partenariats équilibrés avec ses voisins du Sud. Le temps des tutelles symboliques et des « petits arrangements » diplomatiques est révolu. Les peuples réclament du respect, de la clarté et de la cohérence.

L'Algérie, forte de sa légitimité historique et de son poids énergétique, peut être un acteur central de cette nouvelle Méditerranée.

La coopération énergétique, la gestion des flux migratoires, la lutte contre le réchauffement climatique ou encore la sécurité régionale sont autant de domaines où Paris et Alger peuvent avancer ensemble - à condition de dépasser les réflexes de suspicion mutuelle.

POUR UNE DIPLOMATIE LUCIDE
ET SINCÈRE

La relation franco-algérienne n'a jamais été une relation comme les autres.

Elle est affective, souvent passionnelle, parfois blessante. Mais elle reste unique, parce qu'elle mêle la mémoire, la langue, la diaspora, la culture et la géographie.

Pour sortir de la crise, il faut désormais une diplomatie du respect.

Une diplomatie lucide, débarrassée des postures moralisantes et des calculs électoraux.

Les deux peuples, fatigués des polémiques, aspirent à une relation fondée sur la vérité et la réciprocité.

Cela suppose des gestes forts :

La reconnaissance pleine et entière des crimes coloniaux en France, sans relativisme ni équivoque ;

La réouverture d'un dialogue d'État à État sur les grands dossiers (économie, migration, culture, environnement) ;

La valorisation des diasporas comme acteurs de ponts culturels et économiques ;

Et enfin, une vision partagée de la Méditerranée comme espace de coopération, non de confrontation.

TOURNER LA PAGE DES RANCUNES
POUR ÉCRIRE CELLE DES SOLUTIONS

La crise née du dossier sahraoui a montré combien les relations franco-algériennes restent fragiles.

Mais elle a aussi rappelé leur profondeur.

Aucune autre relation bilatérale, pour la France, n'a autant de résonance humaine et symbolique.

Et aucune autre, pour l'Algérie, n'a autant de poids diplomatique et culturel.

En envoyant son ambassadeur à la cérémonie du 17 octobre, Emmanuel Macron a tenté d'amorcer une désescalade prudente.

L'Algérie, en répondant avec retenue, a préféré la dignité au conflit.

Ces signaux faibles, dans un monde instable, valent plus qu'une poignée de main officielle.

Le moment est venu de passer de la diplomatie des émotions à celle de la lucidité.

Dans un monde multipolaire où l'Europe et la Méditerranée doivent redéfinir leurs équilibres, la France et l'Algérie ont une responsabilité partagée : transformer le poids du passé en moteur d'avenir.

Leur histoire les lie.

Leur avenir les oblige.

Et leur dialogue, s'il redevient sincère, pourrait redevenir un modèle - non pas d'amnésie, mais de maturité politique.

France, dette et amnésie

De Versailles à Alger, le grand tour de passe-passe fiscal

Depuis trois siècles, la France maîtrise l'art du trou financier comme on cultive un vignoble : avec passion, excès et surtout beaucoup de « ça passera bien ».

De Louis XVI qui jouait au Monopoly avec le trésor royal, aux députés macronistes qui veulent rouvrir des comptes millénaires, Paris donne dans le grand spectacle du déficit, avec comme invités d'honneur : oubli sélectif et mauvaise foi historique. Remontez les manches, la partie d'échecs commence... et c'est vous qui allez payer. Avant 1830 : la France, reine du découvert et du gueuleton royal. Louis XIV, ce bon vivant, dépensait sans compter - et surtout sans rembourser. Les banquiers européens avaient les poches pleines grâce à ses festins, guerres et perruques empesées.

Louis XV, héritier des dettes et des folies, invente la carte de crédit royale... pour ses maîtresses et ses campagnes ratées. Louis XVI rejoint le club avec une dette qui dévore la moitié du budget, pendant que Necker sort sa calculette, désespéré. Les révolutionnaires arrivent, réclament la tête du roi mais oublient de réclamer celle de la dette. Et la dette, elle ? Elle prend la Bastille et reste... solidement accrochée.

« Liberté, Égalité, Endetté. » Voilà la devise tricolore oubliée des manuels scolaires.

Napoléon et la Restauration : la guerre, ce business lucratif... pour les créanciers Napoléon, lui, tambourine l'Europe mais ruine la France.

Chaque bataille, un chèque en blanc envoyé aux banquiers.

Waterloo, la note salée arrive : gare aux poches vides et aux indemnités douillettes à payer pour calmer les voisins européens. Sous la Restauration, le royaume rampe sous le poids des dettes et des comptes à sec.

En 1830, la situation est explosive - 700 millions de francs-or de dettes, un trou béant dans les caisses. Charles X recherche un plan de sauvetage... et trouve mieux : un coup de main extérieur, façon hold-up financier. 1830 : Alger, la colonisation à crédit - mais avec un bonus or massif. Prétexte officiel : un coup d'éventail. La vraie raison : un coffre-fort plein à ras bord.

La France débarque à Alger et vide le trésor local - plus de 48 millions de francs-or, détournés proprement vers la Métropole.

Un coup triple : on calme les créanciers, on souffle sur les dettes, et on lance la colonisation. Tout ça payé en espèces sonnantes et rébuchantes, sans ticket de caisse.

L'histoire économique française ?

Un braquage transméditerranéen aux airs de génie comptable.

La dette réglée... avec l'argent volé aux autres. Le patriotisme financier à la française, c'est ça : régler ses dettes en prenant les sous ailleurs.

Le « redressement extérieur » est un art subtil : emprunter, piller, compenser, oublier.

Depuis, Paris fait tourner la planche à billets et jongle avec ses dettes comme un prestidigitateur en faillite.

La dette est notre baguette, notre vin et notre camembert fondu : indissociable, à savourer avec modération... ou pas. 2025 : deux députés macronistes jouent aux grands nettoyeurs... des dettes ancestrales. Deux députés - Charles Rodwell et Mathieu Lefèvre - replongent dans les comptes d'antan, armés d'un rapport qui va faire mal.

Ils accusent les accords de 1968 d'être un gouffre financier à 2 milliards d'euros par an, fruit d'un « déséquilibre historique » à régler fissa.

L'un des deux a sauté dans le train gouvernemental, preuve que la « réédition des comptes » n'est plus une lubie de comptable fou, mais une priorité politique.

Ils veulent ouvrir la boîte de Pandore financière franco-algérienne. Préparez le popcorn :

ça sent la guerre fiscale historique. L'addition ultime : si on comptait vraiment depuis 1830 Sans forcer le trait, avec un intérêt composé à 3%, le trésor d'Alger aurait généré... un pactole stratosphérique.

Aujourd'hui, la France devrait à l'Algérie plusieurs centaines de milliards d'euros.

Un sacré ticket d'entrée pour un club des créanciers... et un siège d'honneur garanti au FMI.

Mais en attendant, Paris préfère parler de dette maîtrisée... pendant que la dette enfle plus vite que les promesses électorales. La dette française, un patrimoine national à consommer sans modération. Ne vous méprenez pas : la dette, c'est la France.

Comme un bon vin ou un parfum, elle monte en puissance avec l'âge et les administrations s'y frottent les mains.

Chaque gouvernement promet de la réduire, mais se contente de doubler la mise, avant que les ministres des Finances ne nous chantent que « la dette, c'est la croissance ».

Du grand art - du cabaret budgétaire où l'illusionniste tient tous les rôles. Moralité : la dette s'accumule, mais l'amnésie collective fait rage.

Jamais la France n'a remboursé le trésor d'Alger ni ses intérêts - le seul remboursement étant celui des dettes nouvelles, accumulées à la vitesse grand V.

En 2025, on agite la menace d'annuler des accords, de rationaliser sans brutaliser.

Mais un jour, espérons-le, un économiste sortira du bois et assènera : « La vraie dette française n'est pas celle de Bruxelles, mais celle d'Alger. » En attendant, l'Etat continue de creuser, Alger continue de se souvenir, et la dette, elle, se marre et trinque au champagne - bien payé par vos impôts. Encadré - Le saviez-vous ? En 1830, la dette de la France atteignait déjà 200% du PIB actuel (en monnaie constante). Une performance digne d'un champion olympique du passif. Le trésor d'Alger, plus de 10% des réserves d'or de la Banque de France, a été transféré sans facture ni note explicative officielle. Les accords de 1968, aujourd'hui remontés, étaient censés faciliter la mobilité des personnes, pas financer le trou noir budgétaire français.

S. L.

Tripartite Gouvernement-Syndicat(s)-Patronat

Personne n'en parle, alors on en parle !

La pertinence de la tripartite (gouvernement, syndicat(s) et patronat) est sujette à débat ; certains la considèrent comme un outil dépassé face aux défis actuels, tandis que d'autres la voient toujours comme un cadre pertinent pour la concertation sociale, surtout si elle est adaptée.



Par Cherif Ali*

Les critiques estiment que ses mécanismes sont trop lents, inadaptés à des crises économiques et sociales rapides et qu'ils ne prennent pas toujours en compte toutes les parties prenantes.

• Petit rappel historique

S'inspirant de ce qui se faisait ailleurs, le président Liamine Zeroual, en son temps, et en accord avec le défunt Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA de l'époque, avaient recouru à la fameuse « table triangulaire » appelée depuis « tripartite », pour lui fixer des « compromis » nécessaires à la paix sociale.

Au fil du temps, cette tripartite était apparue comme un rituel médiatique où les acteurs, à la fin, étaient là pour parachever un document préparé à l'avance, en « haut lieu », et rédigé dans le plus pur style de langue de bois, que d'aucuns, parce qu'ils avaient un intérêt certain, n'avaient pas hésité à présenter comme un succès :

1. Le syndicat, s'était approprié l'abrogation de l'article 87 bis.
2. Le patronat avait profité de l'allègement fiscal, de l'accès au crédit et du foncier
3. Le gouvernement avait bénéficié d'un « sursis », pensant qu'il avait tout fait pour apaiser le front social.

RETOUR SUR LES TRIPARTITES PASSÉES

En réalité, et nul ne l'ignorait depuis 1991, date de la tenue de la première tripartite qui s'était déroulée dans des conditions économiques et politiques particulières, les tripartites suivantes avaient été organisées pour donner l'impression que chaque corporation, autant celle des patrons que celle des travailleurs, avait voix au chapitre et que les acquis étaient le fruit de négociations ardues. Pourtant, et c'était un secret de Polichinelle, les décisions étaient prises d'avance, ou sous la pression, pour ce qui était, par exemple, de la tripartite de 1991, du Fond Monétaire International (FMI).

Et à chaque rencontre, l'inamovible Secrétaire Général de l'UGTA, s'appropriait le premier rôle, faisait son show, tel le directeur du cirque « Barnum », pour éblouir des travailleurs exsangues, mais néanmoins, sensibles au moindre dinar d'augmentation agité sous leur nez.

Il faudrait dire à ce propos, que même si le Salaire National Minimum garanti (SNMG) avait triplé depuis 12 ans, passant de 6000 dinars à 18000 dinars, il était loin de confier aux travailleurs un pouvoir d'achat conséquent, en rapport avec l'inflation à deux chiffres que connaissait le pays. Et aussi rappeler, que la seule fois où les choses avaient été prises en compte, sérieusement, c'était le 28 mai 2011 ou avait été organisée une session spéciale consacrée « à la recherche des voies et moyens pour soutenir le développement de l'entreprise économique et améliorer le climat des affaires ».

Discours redondant et sans effets, malheureusement, sinon comment expliquer que depuis des décennies que l'on parlait d'entreprise et aussi de « la nécessité de favoriser la production nationale et de la diversi-

fier », on était loin, très loin même des performances des pays voisins, dont on n'arrivait même pas à exploiter les difficultés conjoncturelles qu'ils rencontraient, comme par exemple dans le secteur touristique.

POURQUOI EN CES TEMPS-LÀ, N'ARRIVAIT-ON PAS À METTRE EN PLACE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES VIABLES ?

Fallait-il, pour autant, revenir au bon ministère de la planification, pour mettre de l'ordre dans ce « désordre » ?

Si les investissements algériens ne trouvaient pas intérêt à aller vers la production nationale, vers la création de l'emploi, il ne fallait pas s'étonner, encore moins, s'attendre à ce que les investisseurs étrangers, qu'il y ait la règle du 51/49%, ou même l'inverse, fassent preuve de plus d'engagement !

L'entreprise, paradoxalement, restait au cœur de tous les discours politiques, elle était conjuguée à tous les temps, mais de mesures positives sur le terrain, point. Entre temps, les conflits à l'intérieur de l'entreprise s'intensifiaient et ils étaient toujours perçus négativement alors qu'ils portaient, en général, sur des revendications socioprofessionnelles, avérées. L'UGTA pendant ce temps-là se contentait d'observer les grèves, à partir du banc de touche, pendant que les syndicats, autonomes agissaient et gagnaient en crédibilité, même si, fallait-il l'admettre l'action de certains d'entre eux n'était pas dénuée d'arrière-pensée politicienne.

La 17ème tripartite (tout comme celles qui l'ont suivie), n'avait pas été exceptionnelle par son contenu, tel qu'annoncé à savoir la relance économique, la redéfinition du SNMG et le retour au crédit à la consommation qui avaient été annoncés depuis longtemps. Les discussions s'étaient plutôt attardées sur le fameux article 87 bis, dont le « sort » avait été, pourtant, « décidé » et même « réglé », semblait-il, lors d'un conseil des ministres. (A l'insu du plein gré du directeur du cirque Barnum d'alors)

Ces évaluations, disparates, illustraient on ne peut mieux, la faiblesse des outils économiques du pays, mais aussi des incertitudes qui portaient sur le cadre réglementaire relatif à l'application « pratique » de l'abrogation de l'article 87 bis, ce qui faisait dire au patron de l'UGTA que « même si les travailleurs ne profitaient pas des augmentations prévues dès le 1er janvier 2015, ils percevaient, conséquemment, un rappel depuis cette date ! ». Mais les conséquences ne s'arrêtaient pas là, puisqu'en matière de réactions en chaîne, on annonçait, d'ores et déjà, une aggravation de la facture des importations et un déficit estimé entre « 4 à 8 milliards de dollars » dû à l'accélération de la chute du baril de pétrole.

PENDANT CE TEMPS-LÀ, ON CONTINUAIT, DANS NOTRE PAYS, À SE REJETER LA BALLE !

Ce n'était pas moi c'était l'autre, ou l'éternelle chicanerie du rôle de l'Etat régulateur, de la responsabilité des producteurs, de la non-maîtrise des prix des matières premières qu'on ne produisait pas, de l'anarchie de la consommation, de la faiblesse de l'agriculture, de l'industrie et de cette sata-née facture alimentaire qui grimpait etc. On retrouvait aussi la même agitation du côté des travailleurs pour cause de pouvoir d'achat en berne, d'inflation galopante et des

prix qui s'envolaient, qu'on réglait à coup de subventions, ce qui ajoutait encore au désordre social et partant contribuait à augmenter l'inflation. De ce qui précède, force est d'admettre que la tripartite restait un « faire valoir » de l'exécutif, tant qu'en haut lieu on refusait d'élargir cet « espace de concertation » au plus grand nombre d'intervenants et autres experts pour débattre de la thématique qui consistait à plancher sur « le passage d'une économie de rente à une économie de production seule manière de réhabiliter la notion de productivité et de relier les revenus à la production » !

Et toutes ces promesses sans lendemain de tous ces défenseurs de la production nationale et à leur tête le Secrétaire Général de l'UGTA pour défendre cette idée « d'offre abondante pour se substituer à l'importation » et réduire la facture de l'importation ?

• Par quel artifice comptaient-ils réduire la facture alimentaire ?

Elle s'élevait à 6 milliards de dollars, qui à les entendre parler « était de la faute de la population qui n'arrivait pas à gérer son estomac », alors que, nul ne l'ignorait, le problème était à rechercher dans les facilités obtenues par tous ces profiteurs de « l'import-import » qui accédaient au matériel des devises sans problèmes ?

• Est-ce à dire que la tripartite n'intéressait personne, qu'elle perdait, peu à peu, de sa crédibilité ?

Non bien sûr, puisque les patrons, même dispersés, trouvaient toujours leurs comptes et pouvaient même demander davantage de facilitations et de mesures attractives, notamment, concernant le foncier.

Il restait les déçus, c'était tous ceux qui étaient de l'autre côté du miroir et qui se réveilleraient avec la gueule de bois, conséquemment aux titres affichés par leurs quotidiens nationaux : « La tripartite avait encore une fois, accouché d'une souris », ce qui faisait dire, au plus grand nombre, à tort ou à raison peut-être que la tripartite n'était qu'un « faire valoir » de l'exécutif qui continuait à tirer les ficelles, dans l'ombre, pour domestiquer encore plus le syndicat et son chef auquel il faisait miroiter un prochain mandat et le patronat auquel il consentait le plus de largesses possibles !

• Autres temps, autres mœurs !

« L'Etat, c'est l'Etat et l'argent, c'est l'argent », avait affirmé Abdelmadjid Tebboune, alors tout nouveau Premier ministre début juin. Nommé le 24 mai 2017, l'ancien ministre de l'Habitat a été qualifié par la presse algérienne de « Monsieur Propre ». 80 jours plus tard, il est remplacé par « Monsieur sales besognes », selon sa propre définition, et... trois fois Premier ministre depuis 1995. Pour la presse algérienne, Abdelmadjid Tebboune avait payé le prix fort pour avoir voulu s'en prendre à l'oligarchie. Il avait non seulement tenté de limiter les importations, secteur très sensible détenu par une poignée de personnes, mais aussi éloigner les lobbys de la politique. En juillet, le gouvernement avait adressé une série de mises en demeure à plusieurs grandes entreprises algériennes ou étrangères adjudicataires d'importants marchés publics d'infrastructure, jugeant les chantiers en retard et menaçant de résilier les contrats. « Une victoire des milieux d'affaires, non pas sur Tebboune mais contre l'Etat », « Tebboune avait essayé de toucher aux intérêts de certains oligarques qui appartenaient au clan présidentiel comme Ali Haddad, le patron des patrons ».

Tout cela, quelques jours avant la tenue de la tripartite à Ghardaia qui promettait d'être « révolutionnaire » sur tous les plans, mais les oligarques prédateurs et leurs complices dans les rouages du pouvoir et du syndicat-maison en avaient décidé autrement !

• Depuis, Abdelmadjid Tebboune avait été élu Président de la République le 19 décembre 2019.

Et les événements lui ont donné raison ! * Et à chaque fois que l'occasion lui est don-

née, il ne manque jamais de souligner l'impératif d'efficacité dans la prise de décision, pour éviter les erreurs du passé, notamment celles ayant caractérisé la « décennie de la mafia », en référence aux années antérieures à 2019 et « les discours mensongers du passé, notamment ceux évoquant l'incapacité du trésor public à régler les salaires des travailleurs, ou encore ceux évoquant un pseudo-amenuisement des réserves de change, tout en mettant en lumière la corruption qui avait gangrené tous les secteurs » !

Ces pratiques visaient en fait, à démoraliser les Algériens et à livrer le pays aux mains de l'étranger, en plaçant l'Algérie sous la tutelle du fonds monétaire international.

Aujourd'hui, le Président Tebboune semblerait favorable à un retour de la tripartite : « C'est par le biais de l'échange des idées dans un cadre dédié que l'on peut construire, à condition que l'action soit toujours motivée par un engagement en faveur de l'intérêt national », a-t-il dit en précisant « que la configuration ou l'appellation du mécanisme qui encadrera ce dialogue importait peu, l'essentiel est qu'il puisse contribuer à l'amélioration de la situation des travailleurs, mais également à éviter les conflits ».

De même importance, le retour à la tripartite sous de nouveaux habits se présente également comme une halte, un point d'ordre :

- Pour établir les bilans des travaux des chantiers ouverts, autant sur le front économique que social, établir les feuilles de route sur les indicateurs réels
- mettre en valeur et en exploitation la disposition des protagonistes de la scène socio-économique et leurs capacités à relever les défis de l'heure.

De ce qui précède, on peut tirer deux types d'arguments concernant la pertinence ou pas, de la Tripartite gouvernement-syndicat(s)-patronat :

Elle reste un lieu de dialogue important pour négocier des réformes et des accords d'ampleur nationale, même si son rôle et son efficacité sont constamment réévalués.

C'est un forum de discussion privilégié pour aborder les grandes réformes économiques et sociales, permettant d'inclure les partenaires sociaux (syndicats et patronat) dans les décisions qui les concernent.

Elle représente une forme de concertation sociale qui, même avec des limites, permet de négocier des accords sur des sujets comme le salaire minimum ou les réformes du marché du travail. Son fonctionnement peut être adapté pour répondre aux crises actuelles, en variant les formats de discussion et en impliquant de nouvelles parties prenantes si nécessaire.

A contrario on peut lui reprocher sa lenteur et inefficacité à travers ses processus de négociation qui peuvent être longs et complexes, ce qui la rend moins efficace en temps de crise où une action rapide est nécessaire.

Elle peut malheureusement constituer un facteur de risque de blocage : Les divergences d'intérêts entre le gouvernement, les syndicats et le patronat peuvent entraîner des blocages, paralysant les réformes.

En l'état, la tripartite ne représente pas toujours toutes les parties prenantes et les divergences au sein même des organisations syndicales ou patronales peuvent compliquer les négociations.

• Pour conclure

La tripartite n'est pas nécessairement obsolète, mais son efficacité dépend de sa capacité à s'adapter aux contextes actuels.

Son rôle est en constante négociation, et son avenir dépendra de sa capacité à rester un outil pertinent pour le dialogue social ou de sa transformation pour mieux répondre aux enjeux sociaux du monde du travail, aux aspirations des travailleurs et des réformes économiques.

*Ancien Cadre supérieur de l'Etat
**Abdelmadjid Tebboune : les événements ne lui ont-ils pas donné raison ? par Cherif Ali (Le Quotidien d'Oran) du 14 juillet 2019.

CRISE UKRAINIENNE

■ D. Trump dans un «brouillard» clausewitzien

« Il ne peut pas y avoir de crise mondiale la semaine prochaine. Mon emploi du temps est déjà rempli. » (Henry Kissinger, 1969)

Par Abdelhak Benelhadj

Croire que le président américain et son équipe sont de grands enfants qui se jouent du droit, de la morale et du monde, participe du vademecum médiatique servi aux citoyens européens. Il est certes difficile, depuis la mi-janvier 2025, de discerner la trame géostratégique de la Maison Blanche. Mais si on ne sait pas comment, on sait peut-être pourquoi. Sauf plus amples événements et informations, les ennemis des Etats-Unis sont parfaitement identifiés : tout ce qui résiste à l'Oncle Sam est son ennemi. Dès lors, l'Amérique ne se reconnaît que deux interlocuteurs qui méritent considération : la Chine et la Russie, à partir desquels dérive toute leur stratégie. Hors de ce texte, tout est contexte.

Après le 28 février, advient le 17 octobre.
« Été comme hiver, c'est toujours l'hiver. »

V. Zelensky a été de nouveau proprement humilié (ainsi que l'Europe), alors qu'un conflit militaire majeur se déroule sur leur sol. Le président ukrainien n'a rien obtenu et semble s'être déplacé à Washington pour rien. Il avait déclaré qu'il était venu à Washington avec une « proposition » : l'Ukraine fournirait aux Etats-Unis ses drones avancés, tandis que Washington vendrait à Kiev les missiles de croisière à longue portée Tomahawk (payés par les Européens). Sa « proposition » a été clairement et explicitement rejetée. D. Trump a déclaré qu'il pensait que l'Ukraine fabriquait de « très bons » drones, mais a exprimé son refus net de fournir à l'Ukraine des Tomahawk. On ignore dans quelle mesure l'échange téléphonique avec le président russe a pesé dans cette décision. Mieux. Sans que l'affront n'atteigne la méchante admonestation que V. Zelensky avait subie le 28 février dernier à la Maison Blanche, le président Ukrainien et toute la délégation qui l'a accompagnée, dont la Première ministre, ont été soumis à un traitement dégradant. La mise à mort a été relativement discrète (barbare après le retrait des journalistes et des caméras) mais tout aussi impitoyable. Chacun a pu en juger.

- Le président américain et les membres de son gouvernement faisaient face aux médias alors que la délégation ukrainienne et son président, placée face à D. Trump, devait se contorsionner pour écouter les questions posées par les journalistes et y répondre.
- L'accoutrement de Zelensky a fait l'objet de commentaires ironiques et déplacés de la part de D. Trump qui n'avait pas hésité à le critiquer en février.
- Les questions posées avaient manifestement pour but de déstabiliser le président ukrainien qui a, tant bien que mal, évité les pièges qui lui étaient tendus par quelques journalistes résolus à le perturber.
- Des médias, ont fait état d'une rencontre houleuse, avec des interpellations du genre « Poutine va te détruire ». Pete Hegseth, secrétaire d'Etat à la Guerre, s'était même permis de porter une « cravate arborant les couleurs russes », blanc, bleu, rouge.

Le fait est que cette réunion est un échec patent pour l'Ukraine. Washington enfonce le clou en annonçant un prochain sommet Trump-Poutine. Pour que le clou soit bien enfoncé, D. Trump précise que la réunion devrait se tenir en Europe, toujours sans les Européens et pas n'importe où, à Budapest, le pays le plus ré-

tif, le plus opposé à la politique étrangère de Bruxelles et (avec la Slovaquie et quelques autres) le plus proche de Moscou. Ainsi, l'Union Européenne est cantonnée à regarder passer les trains, à servir de carpe-fidèle et servile -comme elle le fait depuis 1945- à payer les armes américaines fournies aux Ukrainiens. Comment s'étonner dès lors que les Européens, comme d'habitude, aient été ignorés. Personne ne les a invités à participer à la moindre réunion. Personne, pour autant qu'on le sache, n'a sollicité leur avis, ni avant, ni après la réunion Trump-Zelensky. A l'évidence, l'Europe n'existe pas. C'est ainsi que le général G. Marshall l'avait inventée en 1948 à la suite d'un « Débarquement » qui était plus préoccupé de contrer l'avancée de l'Armée Rouge et d'occuper le plus d'Europe possible, que de libérer qui que ce soit.

L'UKRAINE SUBIT. ELLE N'A AUCUN CHOIX, AUCUNE LIBERTÉ DE MANOEUVRE.

Seul, V. Zelensky a pris l'initiative personnelle vendredi, à la suite de l'entretien avec D. Trump à Washington, d'informer ses alliés européens (selon une source au sein de la délégation ukrainienne). Aucune précision n'a été donnée, sur l'identité des dirigeants européens concernés par cet appel téléphonique. Pour ainsi dire, les Européens suivent de manière clandestine le déroulement des événements. Cela ne les empêche pas de commenter et d'entretenir leurs illusions comme on peut le lire dans ces échanges dont l'incohérence semble échapper au média qui les rapporte :

« Nous soutenons fermement la position du président Trump selon laquelle les combats doivent cesser immédiatement, et que la ligne de contact actuelle doit servir de base pour les négociations », écrivent dans un communiqué conjoint Volodymyr Zelensky et certains dirigeants européens, parmi lesquels ceux de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. « Nous restons attachés au principe selon lequel les frontières internationales ne doivent pas être modifiées par la force », ajoutent toutefois ces dirigeants, qui s'engagent également à maintenir leur soutien à l'Ukraine afin qu'elle reste « dans la position la plus forte possible, avant, pendant et après tout cessez-le-feu ». (Le Monde, mardi 21 octobre 2025)

GÉOPOLITIQUE DU BIG STICK

La doctrine du Big Stick, ou diplomatie du gourdin, est une expression désignant la politique étrangère menée par le président Républicain Theodore Roosevelt (deux mandats 1901-1909) au début du XX^e siècle¹. Cette doctrine confère aux Etats-Unis le rôle de gendarme du continent américain et justifie

leur intervention dans les affaires internes d'autres pays pour y maintenir une politique compatible avec les intérêts de ses entreprises. L'actualité sud-américaine en Equateur, en Colombie, au Pérou et la semaine dernière en Bolivie renseigne sur la volonté états-unienne de reprendre pied sur le versant sud de ce continent. On voit ce qu'il en est de l'agressivité belliciste de Washington contre le Venezuela. La différence est qu'aujourd'hui cette politique est étendue à toute la planète.

L'Europe et l'Ukraine sont dans une mauvaise passe. Entendons-nous bien : les dirigeants européens le savent parfaitement, depuis longtemps, et s'exécutent sans rechigner. Ce sont les citoyens européens qui ne sont pas dans la confiance probablement parce que c'est à eux que la facture de toute cette politique est destinée. « Quand on n'est pas à la table, on est au menu », dit l'adage.² Il est à craindre que la situation de l'Europe soit infiniment plus grave : le pire qui puisse lui arriver est de n'être ni à table ni au menu.

DE L'ARTICLE V À LA « LOI F35 »

Pour comprendre la situation on peut prendre pour exemple pédagogique l'achat par les Européens de l'avion de combat F35 américain fabriqué par Lockheed-Martin.

Presque tous les pays européens l'ont commandé. Pêle-mêle : le Royaume uni, l'Allemagne³, les Pays-Bas, la Belgique, la Norvège, la Grèce (qui vient de renoncer à l'achat de nouveaux Rafale), la Roumanie, le Danemark, l'Italie, la Pologne, la République Tchèque, la Finlande...

Le F35 s'est imposé à l'Europe (Union ou pas, vu de Washington cela ne fait aucune différence). Plus exactement, c'est l'Europe qui se l'est imposée avec entrain à elle-même. Le coût moyen unitaire d'un F-35A est de 82,5 millions de dollars (71,43 millions d'euros), de 109 millions de dollars pour un F-35B et de 102,1 millions de dollars pour un F-35C. Ces chiffres n'intègrent pas les coûts de maintenance à long terme. (Le Monde, 15 juin 2025) L'heure de vol d'un F35 : 60 000 euros. (Entre 2 et 6 fois plus qu'un Rafale selon les sources) La maintenance de l'avion est entièrement américaine. Elle implique un logiciel (de préparation de mission) à bord qui permet à tous les systèmes de fonctionner.

Il doit être connecté tous les mois aux Etats-Unis sous peine de rupture. Les Américains peuvent ainsi, à partir du Texas, réduire les capacités de l'avion, dégrader sa furtivité par exemple. En fait, les Européens n'ont pas acheté un avion pour se défendre, mais des menottes, ruineuses surcroît, pour les livrer pieds et poings liés à leur cynisme et hyperpuissant « allié ». Ils y laissent leur prospérité et leur liberté, sans d'ailleurs aucune garantie de sécurité.

SINGULARITÉ HELVÈTE

« Dans un monde de gangsters, il faut bien qu'il y ait un receleur », disait si justement le gaulliste (de l'époque où il en avait) Alexandre Sanguinetti, le frère d'Antoine.

Les pays « arriérés » ne devraient pas désespérer. La Suisse est la démonstration vivante et évidente qu'il est possible de faire des diamants avec du verre, de l'or avec du cuivre et du bon fromage avec de la bouse de ruminants. La géopolitique européenne, en moins de deux siècles, a fait d'une horde de mercenaires désœuvrés et de gardiens de troupeaux de vaches miséreux, une nation de gardiens de coffres-forts.⁴

Le « Bravos »⁵ du monde occidental a l'ambition de se placer là où la résultante des forces qui l'animent est nulle. C'est pourquoi, protégée par tous les gangsters de la planète, la Confédération n'a en réalité nul besoin de glaives et de boucliers.

Ne participant d'aucun système intégré de Défense, la Suisse entretient malgré cela un service militaire désuet et une armée (dont une marine...) qui tient à se doter d'une aviation sophistiquée composée de F35. Qui a vanté la frugalité des banquiers ?

Cet achat ne s'est pas fait sans accroc.

L'AMÉRIQUE RANÇONNE LE BANQUIER HELVÈTE.

1^{er} juillet 2025. Une commission parlementaire suisse annonce l'ouverture d'une enquête sur la gestion par le gouvernement de l'achat des 36 avions de combat américains F-35, pour lesquels les Etats-Unis réclament le 25 juin jusqu'à 1,3 milliard de dollars supplémentaires - en raison de surcoûts liés notamment à l'inflation (AFP). Selon Berne, la Suisse et les Etats-Unis avaient convenu contractuellement d'un prix ferme en 2022, d'un peu plus de 6 milliards de francs suisses (6,4 Md.). 05 août 2025. Sous la menace de droits de douane de 39%, la présidente de la Confédération helvétique, Karin Keller-Sutter, est dépêchée en urgence à Washington. Elle en repartira le lendemain les mains vides, sans avoir pu rencontrer ni D. Trump, ni les secrétaires chargés du commerce. Le « patron du monde libre » n'a pas de temps à consacrer à l'intendance.

11 août 2025. « A la niche ! ». Les Etats-Unis mettent leur menace sur le commerce suisse à exécution. Berne, par la voix de son ministre de la Défense⁶ se déclare alors prêt à acheter plus d'armes américaines pour apaiser la tension entre les deux pays : « Les achats militaires sont importants pour les relations avec les Etats-Unis ». Dans la foulée, il « maintient son projet d'acquisition des F35 », malgré les surcoûts.

Suite en page 7

CRISE UKRAINIENNE

D. Trump dans un «brouillard» clausewitzien

Suite de la page 06

A quelle autre tâche servirait le Big Stick ?
UN MYTHE FRANÇAIS, LE RAFALE.

1.- Après avoir subi des échecs successifs, l'avion de combat français a eu plus de succès après 2015, grâce aux commandes de l'Inde, de l'Égypte et surtout du Qatar. Mais on oublie souvent de noter que c'est grâce à un seul pays que le Rafale a du succès : la France avec plus de 230 livraisons et plus de 50 commandes. La flotte française sert en même temps d'espace-tampon entre défense nationale et ventes à l'étranger.

2.- Certes, le Rafale est polyvalent et coûte nettement moins cher qu'un F35. Il est relativement bien adapté à la Défense de pays comme l'Indonésie ou l'Égypte.

3.- Mais il ne fait pas le poids face aux armadas américaines constituées d'avions sophistiqués très nombreux et surtout spécialisés, dédiés à une mission unique. Les attaques aériennes américaines sont conçues dans un ensemble qui intègre une multitude d'appareils et pas seulement des avions avec une orchestration sophistiquée où chacun d'eux entre en scène à tour de rôle. On en a eu un aperçu lors de l'attaque de l'Irak en 2003 et de l'Iran en avril dernier.

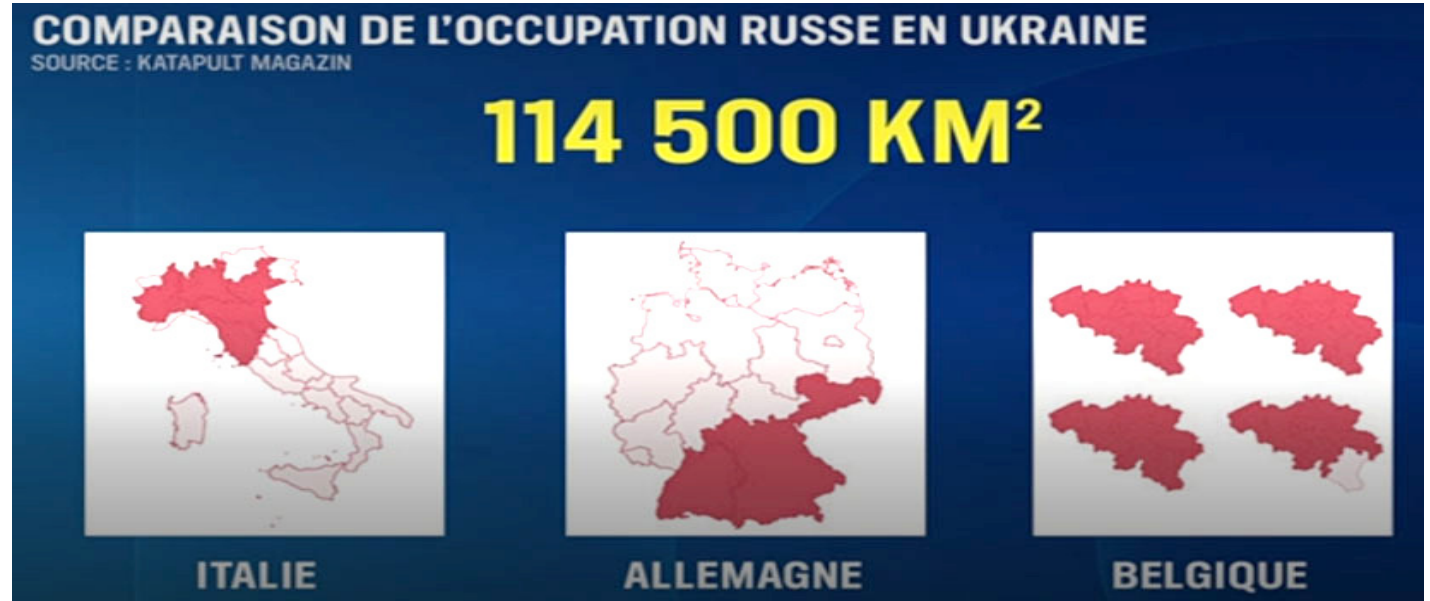
4.- Aucun pays européen d'importance n'achète l'avion français. Cela montre à la fois que la France pèse peu en Europe et surtout, plus grave, il n'existe pas de défense européenne et a très peu de chance de voir le jour. Les États-Unis ne le permettraient pas.

5.- Des pièces essentielles de la catapulte nécessaire au décollage du « Rafale marine », installée sur le Charles de Gaulle, sont américaines, ce qui pèse notablement sur la liberté de décision de Paris.

L'application des normes ITAR (International Traffic in Arms Regulations) soumet les exportations de missiles scalp (homologues des storm-shadow britanniques) au visa américain en raison de l'incorporation de « pièces » matérielles ou non venues de l'autre côté de l'Atlantique. Un Rafale sans scalp (Ô ironie !), c'est comme un fusil sans cartouches.

6.- C'est Dassault qui construit, qui vend des Rafale et qui en encaisse les bénéfices. Ce n'est pas la France. Les ministres français (de la Défense et des Affaires Étrangères)⁷ et leur président ne sont que des VRP au service du complexe militaro-industriel français et non au service d'une géopolitique proprement nationale. Il fut un temps où l'armement était une exclusivité de l'État français, au seul service de la France. Ce n'est plus le cas depuis longtemps. Même si la France avait une entière maîtrise de la production de son avion, cela ne changerait pas grand-chose à sa situation : la défense d'un pays n'est pas une addition d'armes. Une arme ne peut être pensée que dans un cadre systémique, un ensemble cohérent, de sa conception à son emploi avec une carte géostratégique qui sert les intérêts du pays dans sa globalité. L'intégration de la France dans l'OTAN, militairement et politiquement, réduit notablement l'intérêt stratégique de sa « force de dissuasion », comme celle d'ailleurs de sa voisine britannique qui de surcroît est entravée par un système de « double-clé ». Le résultat courant avant impôts de Dassault a triplé entre 2020 et 2024 (passant de 302 à 923 millions d'euros). Sur la même période, la marge opérationnelle est passée de 4,42 à 8,19. Il en est de même des autres producteurs et marchands d'armes (de moins en moins français) et les centaines de PMI qui gravitent autour : Thalès, Safran, MBDA, Naval Group, Nexter...

Nexter est devenu KNDS France, filiale du groupe européen franco-allemand KNDS, dirigé à partir des Pays-Bas par Tom Enders, un Teuton bon teint, ancien patron d'EADS.⁸ De même, le fusil d'assaut français (le « Famas ») a discrètement été remplacé par le HK



416 allemand que personne ne connaît. Les politiques et les médias français ont d'autres sujets de conversation.

L'eupéanisation des entreprises françaises, par-delà l'industrie de défense, a deux conséquences : Paris n'a que très marginalement la maîtrise des leviers de la décision et le contrôle de la fiscalité sur ces conglomerats échappent à Bercy.

S'étant décidé à se passer de stratégie autonome depuis l'époque gaullienne (la séquence giscardienne - cf. « Opération Apollon » - et surtout mitterrandienne sous les deux mandats Reagan, continuées fidèlement de N. Sarkozy à la présidence actuelle), la France est devenue une étagère où l'Amérique vient se servir en compétences (startup, ingénieurs, produits...) et en marchés⁹, ainsi qu'elle l'a fait depuis la fin de la dernière guerre dans le reste de l'Europe, en particulier au Royaume-Uni qui a été profondément et systématiquement saigné par son plus intime « allié ».

Le général de Gaulle se retournerait encore une fois dans sa tombe s'il n'en avait pas pris une régulière habitude depuis des décennies.

COMMENT LES AMÉRICAINS (ET LES EUROPÉENS) EN SONT-ILS ARRIVÉS LÀ ?

Un travail de fond ancien, limpide depuis 1945 mais qui a commencé dès la Première Guerre mondiale, avant, pendant et après. La peur des bolcheviks a sans doute contribué à rassembler en une légion commune les bourgeois des deux rives. La plus vieille a consenti à céder le gouvernail à la plus jeune, officiellement dès 1931 avec la dévaluation de la Livre Sterling. Trois guerres ont aussi affaibli durablement le « vieux continent » qui a perdu l'essentiel de ses empires coloniaux (britannique, espagnol, portugais, néerlandais, français...) au profit de Washington. Le centre de gravité de « l'Occident » a franchi l'Atlantique.

Le Big Stick de Théodore Roosevelt avait été précédé par une autre doctrine, celle de Monroe dès le début du XIX^{ème} siècle. Tout cela demanderait un développement utile mais malheureusement incompatible avec l'espace dévolu à cet article.

LA BOMBE, UN FACTEUR MAJEUR.

Pourquoi Russes et Chinois échappent-ils à ce sort, à cette si pesante domination ? Il y a eu l'intermède B. Eltsine qui a guéri les Russes des vertus de la « liberté ». Pauvreté (locale et globale), inégalité, violence... plus aucun Russe ne voudrait en refaire l'expérience. En 2000, le PIB russe atteint à peine 65% de celui de l'URSS de 1989.

De nombreuses raisons expliquent le « retour » de la Russie, mais il y a une raison essentielle : l'armement nucléaire et les moyens nécessaires pour menacer de manière crédible le territoire des États-Unis d'une destruc-

tion totale, imparable et certaine. Et cela quel que soit le nombre et la sophistication des avions, des missiles, des satellites... américains. La puissance économique, technologique, commerciale... irrépensible de la Chine. Pékin se dote peu à peu de tous les moyens nécessaires pour que Washington n'ait aucune envie d'en troubler la sécurité.

En résumé, la stratégie américaine n'a jamais cessé d'être transparente. Sont ennemis tous ceux qui résistent à sa puissance et à sa volonté. « Avec moi ou contre moi » lançait Bush Jr. en 2003. Seule sa communication est sciemment brouillée pour troubler les esprits simples et aider les dirigeants européens à la faire consentir par leurs opinions publiques.

GUERRE ET TERRITOIRES.

Pour ce qui concerne la crise en cours, les commentateurs se fourvoient à en faire une question territoriale. Les questions de frontières et partage de l'Ukraine son secondaires. La Russie, le premier pays du monde en surface, n'a que faire de kilomètres-carrés en plus. Un média allemand (Katapult magazine) insiste sur cette dimension territoriale qui remonte à une pensée archaïque d'avant le XX^{ème} siècle. (Cf. cartes plus bas)

Pour que les opinions publiques européennes qui renâclent à soutenir leurs gouvernements, se sentent concernées, il publie des cartes figurant ce que représentent les oblasts ukrainiens conquis par la Russie projetés sur leurs territoires nationaux : près de la moitié de l'Italie, un tiers de l'Allemagne, près de quatre fois la Belgique, un quart de la France. Si certaines régions ukrainiennes revêtent une dimension critique, comme c'est le cas des rives de la mer d'Azov, de la Crimée ou d'Odessa, le principal enjeu c'est le statut de l'Ukraine, ses futurs dirigeants et la dynamique otanienne d'extension vers l'est de l'Europe.

CE N'EST PAS L'ESPACE MAIS LE TEMPS QUI L'ENJEU MAJEUR.

Que les Ukrainiens et ses alliés consentent à regarder la réalité en face pour espérer en tirer le meilleur parti ne change rien à l'affaire : « Nous soutenons fermement la position du président Trump selon laquelle les combats doivent cesser immédiatement, et que la ligne de contact actuelle doit servir de base pour les négociations », écrivent dans un communiqué conjoint Volodymyr Zelensky et certains dirigeants européens, parmi lesquels ceux de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Tout le monde a bien compris que dans cette déclaration équivoque, c'est l'arrêt des combats qui importe pour donner aux Ukrainiens le temps nécessaire pour reprendre les forces qui leur font de plus en plus défaut. La position russe a été constante depuis la conférence de Munich en 2007 où V.

Poutine l'a clairement et calmement exposée.

Une prochaine rencontre est annoncée entre les présidents russe et américain. Les forces qui se cachent derrière les Européens et les Ukrainiens ne devraient se faire aucune illusion sur ses éventuels délégués. Le branle-bas de combat en Europe dépêché, comme après la rencontre d'Anchorage en août, ne sera d'aucun secours à ceux qui courent éperdument derrière les événements. Qu'une nouvelle ait lieu ou non à Budapest (ou ailleurs), au fond pour les Russes cela n'a guère d'importance.

Zelensky était venu à Washington pour en repartir avec des Tomahawk. Poutine a aussitôt téléphoné à son homologue américain l'instruisant des conséquences d'une telle décision qui ne changera pas plus l'état du front que ne l'a fait précédemment la fourniture d'armes « miraculeuses » à même de redonner à Kiev la victoire tant espérée : chars Abrams, Challenger, Leopard, F16, Himars, Canons Caesar, missiles Scalp, Shadow ou Patriot... et près de 20 paquets de sanctions n'y ont rien fait.

Zelensky est reparti les mains vides, la tête basse, de surcroît humilié par un Trump qui parlait russe comme Poutine. A quoi diable pourrait bien servir une rencontre de plus ?

Abdelhak Benelhadj

Notes:

- ¹ Un lointain cousinage les relie. Elliott, le fils de Theodore est le père d'Eleanor, la femme de Franklin.
- ² Expression prêtée à l'américaine Ann Richards, régulièrement répétée par les médias, mais ses origines sont plus anciennes (remontent au moins à 1993) et a pris plusieurs formulations. C'est un politicien de Madison, dans le Wisconsin, en 2017, qui a attribué l'adage à Ann Richards, décédée plusieurs années plus tôt en 2006.
- ³ Qui en a acheté une trentaine, destinés à porter, comme la bombe atomique américaine (dont Berlin ne peut décider l'usage) et envisage en ce mois d'octobre 2025, d'en commander 15 F35A de plus, pour 2,5 Md€.
- ⁴ Lire la pièce de théâtre de G.-B. Shaw : Le Héros et le Soldat (Arms and the Man), 1894.
- ⁵ Cf. Games of Thrones.
- ⁶ Le nom des personnalités suisses qui dirigent le pays n'est connu de presque personne. C'est normal, il ne s'agit que de techniciens, de comptables qui arbitrent discrètement à l'ombre des transactions financières internationales. Il est bien connu que les Suisses ne font pas de politique, mais seulement des affaires...
- ⁷ Jean-Yves Le Drian, « socialiste » exemplaire, quel que soit son maroquin, payé par les contribuables de son pays, a été le plus brillant et le plus besogneux vendeur de la quincaillerie militaire française dans le monde.
- ⁸ KNDS est issu du rapprochement entre l'allemand Krauss-Maffei Wegmann (KMV) et le français Nexter. Il est un rival de l'allemand Rheinmetall tout en étant son partenaire dans la construction du char Leopard.
- ⁹ Depuis 1968, la France s'est américanisée à marche forcée, avec application et enthousiasme. Lire. Régis Debray : Mai 68, une contre-révolution réussie. Mille et une nuits, 2008, 143 p. Civilisation : Comment nous sommes devenus américains. Gallimard, 2017, 240 p. Ce ne sont pas les livres écrits sur la question qui manquent, mais les... lecteurs. A titre anecdotique, la France est le deuxième marché de McDo après les États-Unis.

Comment la reconnaissance de l'État palestinien par des pays d'Europe est en train de débloquent les guerres à Gaza et bientôt en Ukraine ?

Par Medjdoub Hamed

La guerre, pourquoi la guerre ? La guerre existe depuis la nuit des temps ; une facette de la nature humaine ? Dans le sens même de l'humain, on peut se demander pour quoi le mal, et la guerre est un mal qui plonge les peuples dans les pires souffrances. Mais, est-ce la faute aux hommes s'ils se font la guerre ?

Puisqu'elle fait partie de la nature humaine, forcément ce n'est pas la faute aux hommes, mais aux relations difficiles que les hommes et peuples entretiennent entre eux ; ces relations relèvent de ce qu'ils sont dans le sens qu'ils sont rivaux par nature et cela fait partie de leur histoire. Bien plus, on peut même dire que la guerre a permis de structurer le monde ; en effet, en permettant d'éclore des nations, et toujours de nations plus structurées, l'histoire de l'humanité montre que la guerre, tout comme elle est dans la nature humaine, l'est aussi par nature dans la marche de l'humanité dans l'histoire.

Cependant, au fur et à mesure que l'humanité se structure solidement en nations souveraines dans le sens qu'elles se stabilisent et que les conflits ethniques, au sein de ces nations, se règlent et disparaissent permettant un vivre-ensemble naturel, le recours à la guerre se fait de plus en plus rare, voire même disparaît ne laissant que des relations économiques et commerciales entre nations. Ne restent que les conflits anciens ou latents comme ceux qui se déroulent aujourd'hui, en particulier la guerre en Ukraine que l'on considère comme un conflit latent qui a éclaté en 2022, et la guerre à Gaza qui est un conflit ancien datant depuis 77 ans, et n'est toujours pas réglé.

Les guerres, un paradoxe ou une « nécessité de l'histoire » ? Et jusqu'à quand les guerres lorsque l'on sait qu'aujourd'hui, partout dans le monde, il n'y a pas de guerre sauf en Afrique et ça diminue, la guerre en Ukraine, une exception en Europe, relevant d'un litige non réglé datant de la fin de l'Union soviétique en 1991. En revanche, la guerre au Moyen-Orient, en Iran, en Irak, en Afghanistan ont fait rage depuis les années 1980 jusqu'aux deux premières décennies du XXI^e siècle. Avec l'irruption du Printemps arabe, en 2011, c'est le tour de la Syrie, de la Lybie, le Yémen...

L'Algérie a été frappée par la « décennie noire » des années 1990, ce qui l'a sauvé du Printemps arabe ; elle s'était déjà « auto-vaccinée » par la crise islamiste ; les islamistes ont voulu prendre le pouvoir par la force oubliant que l'Algérie est sortie de la colonisation française qui a duré 132 ans, par une guerre féroce et inégale qui a duré sept ans et demi, et fait plus d'un million de martyrs. Et que le peuple algérien est toujours fidèle à ses martyrs ; et cela ne peut être autrement.

Aucun peuple ne peut oublier ses racines, son histoire ; et c'est ce qui fait la richesse des peuples dans la diversité, des nations. Et ce trait humain est universel ; il concerne tous les peuples de la Terre ; ces peuples ne se sont pas créés par eux-mêmes, ils ont été créés pour ce qu'ils devaient devenir, en passant par des épreuves, et sans épreuves, il ne pourrait y avoir de peuples et d'humanité. Et comme on l'a énoncé supra : « L'histoire de l'humanité n'est pas le cours d'un fleuve tranquille, mais un fleuve agité et ce sont ces agitations et les calmes qui suivent qui font avancer l'humanité et lui donnent sens dans la marche du monde. »

Prenons le conflit israélo-palestinien qui a d'abord été un conflit israélo-arabe où quatre guerres se sont succédées entre 1948 et 1973, puis s'est transformé en conflit israélo-palestinien depuis les accords d'Oslo, dans les années 1990. Évidemment, on peut se poser pourquoi ces guerres qui n'ont pas cessé au Proche et au Moyen-Orient. La réponse vient de la présence des plus grands gisements de pétrole, faisant de cette région centrale du monde la plus convoitée par les grandes puissances. Et on comprend toutes les guerres qui s'y jouent dans ce monde essentiellement musulman et au sein duquel Israël veut s'imposer en nation dominante. Et les États-Unis qui ont l'emprise sur cette région centrale du monde ont un allié de poids en Israël.

Cette alliance États-Unis-Israël relève historiquement parlant d'un processus évolutif dans la marche de l'histoire. Ce qui signifie que cette alliance devait être scellée comme la colonisation passée du monde par l'Occident ; et tout a une



fin ; les multitudes de guerres menées par Israël sont en train de rétrécir le champ de ses victoires passées. Avant, Israël avec le soutien massif des États-Unis combattait des armées arabes au point qu'Israël les mettaient en échec. En 1948, 1956, 1967, mais en 1973, avec l'attaque égyptienne, qui avait percé la ligne Bar-Lev jugée infranchissable, a remis en cause la suprématie Israël-États-Unis ; cette même année, les États-Unis mirent fin à leur intervention au Vietnam. Le double recul au Vietnam et en Égypte a poussé les États-Unis et Israël à négocier avec l'Égypte la fin de la guerre, et la paix en échange du retour du Sinaï à l'Égypte.

Et il y a eu une concordance de deux guerres Eau Vietnam et en Égypte qui ont amené le protecteur d'Israël, c'est-à-dire les États-Unis, à négocier avec l'Égypte pour le retour à la paix et la normalisation avec Israël. Évidemment, cette sortie de l'Égypte du front arabe a été sentie comme un vide pour les pays arabe ; elle a provoqué la naissance du « front de fermeté arabe ».

Mais ce qui a suivi pour Israël après 1973, ce sont les multitudes de guerres qu'il a menées au Liban, lors de la guerre civile libanaise (1975) dès les années 1980, puis avec le Hamas, après 2007 ; et les conflits armés qui n'ont pas cessé ne se sont joués plus contre les pays arabes mais contre des groupes paramilitaires islamistes très motivés dans la résistance contre l'occupation israélienne. Et le plus étonnant, alors que les États-Unis menaient les accords d'Abraham, en 2020, et des traités de paix liaient Israël à des pays arabes dont les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Soudan et le Maroc, et cette normalisation avec Israël est ouverte à tous les autres pays de la région, survient un événement qui change le cours de l'histoire. En effet, l'histoire étonne ; le 7 octobre 2023, une opération militaire menée par le Hamas est lancée contre Israël, elle fait basculer la région dans la guerre. S'ensuit une guerre atroce pour le peuple palestinien de Gaza. La guerre est menée surtout contre la population de Gaza, les forces du Hamas ne combattent pas de face ; une guerre asymétrique qui amène Israël à détruire systématiquement toutes les villes de Gaza, causant des dizaines de milliers de morts et de blessés ; de plus, Israël utilise la famine comme arme de guerre.

Pratiquement deux ans de guerre à Gaza, la situation est toujours bloquée. Israël, cherchant à défaire le Hamas, lance offensive sur offensive, mais n'y arrive pas. Le nouveau président américain Donald Trump donne carte blanche à Israël pour détruire le Hamas. Malgré les armements massifs américains livrés à Israël, les bombardements, les déplacements incessants de la population, la guerre qui dure, rien n'y fit, Israël n'arrive pas à atteindre ses objectifs.

Une situation qui a révolté le monde ; le monde entier était conscient qu'Israël menait des crimes de guerre, d'épuration ethnique, de génocide qui a été dénoncé mondialement. D'où va venir l'événement qui mettra fin à cette situation inhumaine, situation qui fait honte aux grandes puissances, aux dirigeants du monde qui assistent sans réagir parce que les États-Unis opposent leur veto à chaque projet de résolution pour

mettre fin à la guerre à Gaza. Le dernier, le 18 septembre 2025, au Conseil de sécurité de l'ONU.

« Les États-Unis ont une nouvelle fois bloqué, jeudi 18 septembre, l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un texte réclamant un cessez-le-feu et l'accès humanitaire à Gaza, provoquant la colère d'États membres qui ne veulent pas renoncer à peser sur ce dossier malgré les veto américains répétés. » (France 24)

La réponse viendra des dirigeants des pays d'Europe à influencer par leur poids sur la guerre génocidaire que mène Israël contre le peuple palestinien de Gaza. Et c'est ce qui s'est opéré trois jours après la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le « texte réclamant un cessez-le-feu et l'accès humanitaire à Gaza »

Le 21 septembre 2025, les gouvernements canadien, australien, portugais et britannique ont annoncé reconnaître officiellement l'État palestinien ce dimanche 21 septembre. Ces chefs de gouvernement affirment vouloir relancer la solution à deux États, menacée par les opérations de l'armée israélienne à Gaza.

Le 22 septembre 2022, c'est le tour de sept pays européens de reconnaître l'État de Palestine. Ces sept pays européens sont : la France, la Belgique, le Luxembourg, Malte, Andorre, Monaco et Saint-Marin.

Et parmi ces pays d'Europe, trois font partie du G7 : France, Royaume-Uni et Canada. Les conséquences sont immédiates ; une semaine après, le 29 septembre 2025, le président américain Donald Trump dévoile son plan de cessez-le-feu à Gaza en 20 points. Que peut-on dire de l'action du président américain Donald Trump qui a opéré un virage à 180° par rapport à ce qu'il affirmait sur la guerre à Gaza, accordant son soutien total à Israël ?

La seule réponse qui ressort, c'est que Donald Trump s'est trouvé isolé avec Israël par son propre camp. La seule riposte pour lui pour continuer de s'imposer sur le conflit, en tant que président de la première puissance du monde, c'est de proposer un plan de fin de guerre en l'imposant à Israël qui refuse de mettre fin à la guerre jusqu'à ce que le Hamas rende les armes.

Et justement le plan de Donald Trump de cessez-le-feu en 20 points inclut le désarmement du Hamas mais ne précise pas comment ; mais l'essentiel est que la guerre s'arrête ; et la guerre s'est arrêtée malgré les multiples violations par Israël qui, comme le reconnaissent les émissaires de Trump tant Steve Witkoff que le vice-président américain J. D. Vance, ont été prévisibles.

France24, sur l'article du 21/10 /2025, « Cessez-le-feu à Gaza : en Israël, JD Vance se dit « très optimiste », on lit :

« Moyen-Orient. Le vice-président américain, JD Vance, s'est dit « très optimiste » sur le maintien du cessez-le-feu à Gaza, lors d'une visite mardi chez son allié israélien, sur fond de pressions maximales sur le Hamas.

En Israël où il s'est rendu pour accentuer les efforts diplomatiques afin de consolider le cessez-le-feu à Gaza – fragilisé par des violences et le retard dans la restitution des otages –, le vice-président américain, JD Vance, s'est dit « très optimiste » sur le maintien du cessez-le-feu, assurant plus tard que les États-Unis n'enverraient

pas de troupes à Gaza. Ce qu'on a vu durant la semaine écoulée me rend très optimiste sur le fait que le cessez-le-feu » en vigueur depuis le 10 octobre entre Israël et le Hamas « va durer », a-t-il déclaré depuis Kiryat Gat dans le sud d'Israël, lors d'une conférence de presse tenue en présence de l'émissaire américain Steve Witkoff et du gendre du président américain, Jared Kushner.

« Chaque fois qu'il y a un acte de violence, il y a cette tendance à dire : 'oh, c'est la fin du cessez-le-feu, c'est la fin du plan de paix'. Ce n'est pas la fin », a-t-il ajouté.

Aux termes de l'accord, le Hamas a libéré au 13 octobre les 20 otages vivants qu'il détenait depuis son attaque du 7-Octobre. Il devait aussi rendre à cette date tous les corps d'otages, mais il n'en a restitué que 13 arguant de difficultés pour trouver les dépouilles dans le territoire dévasté.

Le mouvement islamiste a annoncé son intention de rendre à 18 h GMT les dépouilles de deux autres otages sur les 15 qu'il retient encore. Avant JD Vance, le président américain, Donald Trump, a assuré que ses alliés au Moyen-Orient et autour étaient prêts à « entrer à Gaza en force et 'corriger' le Hamas s'il continuait à mal se conduire, en violation de l'accord ».

Donald Trump sait qu'il doit absolument rester sur son plan, et maintenir le cessez-le-feu ; ses alliés européens ont donné sans équivoque leur réponse : « par la reconnaissance de l'État palestinien qu'Israël ne veut pas, ils exigent la paix et qu'Israël mette fin à ses crimes de masse qui sont condamnés par l'ensemble des pays du monde. En clair, les pays d'Europe qui sont alliés à l'État israélien, en reconnaissant l'État palestinien, ne veulent pas apparaître « complices des crimes de guerre par Israël ». Tel était le message des pays d'Europe dans la reconnaissance de l'État palestinien.

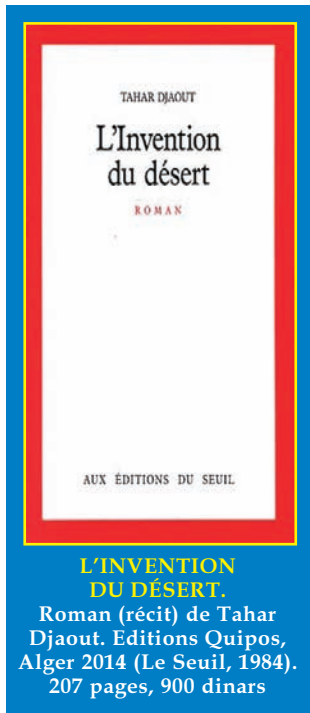
Et les dirigeants européens savent que la guerre qui s'éternise à Gaza ne mène nulle part sinon à augmenter inutilement la souffrance d'un peuple et sans victoire. Et Israël et les États-Unis qui le soutiennent en armements et donc faisant partie de la guerre ne seront que plus condamnés par l'opinion internationale.

Une voie de guerre qui n'a plus de sens. Et le plus positif dans ce retournement du cours des événements, c'est que ce qui s'est passé ces derniers jours en Israël, en Égypte pour mettre fin à la guerre à Gaza, est en train d'influer sur le cours de la guerre en Ukraine. Une forte ressemblance lie les deux guerres ; elle porte sur le blocage de la résolution du conflit ; les deux camps en guerre, à Gaza comme en Ukraine, campent sur leurs positions ; et les guerres se prolongent et toujours pas d'issue ; et donc l'enlèvement et l'usure.

Précisément, l'événement de la reconnaissance de l'État palestinien par plusieurs pays d'Europe, lors de l'Assemblée des Nations Unies, en septembre 2025, a débloqué la situation. Le même plan de Trump en plusieurs points est proposé pour mettre fin à la guerre en Ukraine ; les tractations sont en cours entre les États-Unis, l'Ukraine, la Russie et l'Union européenne ; il y a beaucoup d'espoir que la guerre en Ukraine suive la même voie que la guerre à Gaza.

T. DJAOUT : ÉCRITS
PRÉMONITOIRES (II/II)

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

Tout a commencé lorsqu'un éditeur a demandé à l'auteur un récit sur une dynastie ancienne d'Afrique du Nord, les Almoravides. On a donc pour résultat un récit historique intégré dans un roman ; en fait, le récit d'une enfance heureuse au sein de l'univers champêtre avec, au loin, bien visible, la mer (en Grande Kabylie), d'une jeunesse, d'une «errance» ou «marche» sans fin, en fait un «enracinement» (entre autres à Bougie où Ibn Toumert avait, dit-on, brisé les jarres de vin, vitupérant les déviants et les mécréants...). Il s'en ira même à Paris en compagnie de son Ibn Toumert le quel, lui, «l'ascète parmi les purs» s'y «perdra» comme tous les autres immigrés. En définitive, les Almoravides et les Almohades et Ibn Toumert, le puritain, sont présentés par bribes seulement, mais on en apprend des choses sur leur grande aventure.

Le romancier entame en fait une «marche sans fin», parcou-

rant les déserts d'Arabie, jusqu'à Aden et le Sud profond du Sahara. Mais toujours seul car partout, la communication n'existait pas. Seul aspect positif, dans le désert on prend du recul et on s'y trouve seul, en face de soi-même.

Passage émouvant en fin d'ouvrage, décrivant les jeux de sa fille gambadant sur les terres jadis «terrain» de ses trêves et de ses explorations : «Elle est dépositaire de mes rêves et de ma sensibilité découvreuse. C'est elle qui me prolongera dans les joies et les déconvenues de la chair interrogante. Et, c'est mon unique consolation... On était en 87 et une décennie rouge en vue. Prémonition ?

L'Auteur : Journaliste, poète, écrivain, né le 11 janvier 1953 à Ighil Ibahriyen (Oulkhoul), près de Azzefoune. Licence de maths et études en sciences de l'information. Auteur de plusieurs ouvrages. Grièvement blessé dans un attentat le 26 mai 1993 à la sortie de son domicile (Baïnem), il meurt le 2 juin 1993 à Alger. Il est l'un des premiers intellectuels victimes de la «décennie noire» en Algérie et des attentats islamoterroristes.

Extraits : «Don Quichotte avant Cervantès, voici tout ce qu'était Ibn Toumert. Il guerroya à lui seul contre les moulins du pouvoir et contre les moulins du plaisir. Le plus étrange est qu'il vainquit» (p16), «Oui, le désert se venge parfois. D'avoir été trop aplani. D'avoir été réduit -alors que dans son ventre se fomentait la calcination définitive du monde- à un chevauchement inoffensif de dunes, à des soleils se couchant dans une profusion docile d'ocre et d'or. À une séance de thé rituel où l'encens ressuscite l'âge des transes» (p 45), «On m'a raconté que les premiers cavaliers arabes arrivant en Afrique du Nord se sont écriés : voici le Paradis que le Livre a promis aux plus méritants d'entre nous» (p 66), «Quelques années encore, et les villes du tiers monde se ressembleront toutes, des Andes jusqu'à l'Indus, le dépaysement sera vaincu : même victoire de la rectitude, des parpaings et des embouteillages insolubles» (p 89).» Nous étions tenus d'apprendre que l'individu ne possède ni pen-

chant ni décision, que c'est le clan qui régleme» (p 151), «L'obsession de la Grande Bleue... Pour rejoindre l'ailleurs merveilleux, il n'y avait que la solution de s'ouvrir un chemin dans ces eaux qui fermaient l'horizon» (p183), «La Casbah (d'Alger) ressemble à un corps profondément meurtri dont le plâtre aide à soutenir à grand-peine les membres désarticulés. Restez quelques mois hors de la vieille ville et votre retour sera accueilli par un nouveau mur écroulé ou une fontaine qui ne coule plus» (p200).

Avis Roman, récit, reportage, histoire, un voyage dans le temps et l'espace, dans une écriture magnifique alliant prose maîtrisée et élans poétiques. Une fiction contre l'intolérance. De quoi se réconcilier avec la bonne et belle écriture.

Citations : «Quand l'Histoire s'estompe, la légende parseme de ses balises le terreau du quotidien qui retient juste dans sa gadoue quelques débris de remparts, de colonnades, de poteries» (p33), «Être immigré, ce n'est pas vivre dans un pays qui n'est pas le sien, c'est vivre dans un non-lieu, c'est vivre hors des territoires» (p58), «Consigner par l'écriture, c'est comme tailler dans la pierre. Donner la même froideur et le même figement servile» (p80), «Les lumières du voyage ont toujours cette apparence-providentielle et fragile- d'une oasis» (p 85), «L'oiseau, c'est l'horloge du monde, le régulateur des couleurs et des intempérances terrestres. Par la perfection de son vol, par sa justesse de trapéziste, par son emprise sur les saisons, l'oiseau est le maître des sabliers. C'est la cheville qui affermit l'édifice volatil du ciel, c'est la ponctuation nécessaire au temps qui goutte dans l'oubli» (p131), «La blessure faite par la femme est la plus dure à effacer» (p188), «Revenir sur les chemins d'enfance est un pèlerinage trop douloureux.

Cela doit être le propre des gens que le présent rejette. Les gens heureux n'ont ni âge ni mémoire, ils n'ont pas besoin du passé» (p 196), «La Casbah (d'Alger) est un mille-pattes dont chaque appendice mène vers une ville différente» (p 198)

patiemment acquis et protégés. Ne lui restent que ses rêves et ses souvenirs d'enfance et de lecture. Un roman inachevé ? mais une histoire plantée dans un réel bien et bien vécu dans l'horreur et le sang.

L'Auteur : Voir plus haut

Extraits : «Dans la nouvelle ère que vit le pays, ce qui est avant tout pourchassé c'est, plus que les opinions des gens, leur capacité à créer et à répandre la beauté» (p18), «Des ombres passent : les gens ont acquis une manière de se faufiler au lieu de marcher» (p 23), «Cet été fut le dernier. Car, après, le temps devint sans saisons et sans nuances. Il s'était mué en tunnel dont on ne voyait guère le bout» (p 33), «Le nouveau savoir agréé comporte trois règles de base : 1. La science n'a droit de s'intéresser qu'aux questions non tranchées dans le Livre. 2. Tout résultat, toute découverte scientifique doivent être confrontés avec le Texte afin de leur y trouver une justification. 3. Notre religion est la source de tout savoir : toute loi

Le blé français :
un risque majeur pour
la santé des Algériens ?

Par Abbes Mizane*

Longtemps premier acheteur du blé français, l'Algérie boude désormais les chargements de cette céréale du pain. Doit-on donc se réjouir de cette prise de position? la réponse est oui, mais pour une autre raison, plus grave celle-ci : une atteinte à la santé des algériens car le blé français présente des taux élevés de cadmium. Ce métal peut s'accumuler dans l'organisme via l'alimentation, notamment le pain, car il se retrouve dans les sols via les engrais et est absorbé par les plantes. Cette accumulation est associée à des problèmes de santé, tels que des maladies osseuses (ostéoporose), des troubles de la reproduction, des atteintes pancréatiques et un risque accru de cancers (pancréas, reins, poumons, sein, prostate).

Il fut un temps où les courtiers racontaient que «les meuniers algériens écrasaient plus de blé français que les meuniers en France», relate Arthur Portier, analyste du marché céréalier chez Argus Media France. La France, premier producteur et exportateur européen de blé tendre, y trouvait un débouché naturel. «On avait un vieux accord tacite: on achetait du gaz algérien et l'Algérie du blé français. Ça a bien marché pendant 50 ans», affirme un opérateur actif sur le marché européen.

En clair, nous avons peut-être accumulé du cadmium pendant 50 ans !

LES FRANÇAIS TIRENT
LA SONNETTE D'ALARME

«Une explosion de la contamination des jeunes enfants existe», liée à «leur consommation d'aliments de la vie courante tels que les céréales du petit déjeuner, les pains et leurs dérivés, les pommes de terre», affirment les Unions régionales des professionnels de santé-Médecins Libéraux (URPS) dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, jeudi 5 juin 2025.

Les médecins alertent aussi sur l'exposition des enfants au cadmium. Plus d'un tiers des enfants de moins de trois ans dépassent la dose tolérée par l'organisme chaque jour, selon le cardiologue Pierre Souvet, joint par Laurence Théault du service France de RFI : «Le cadmium est un produit extrêmement toxique, cancérigène, qui altère la fertilité, des troubles cardio-vasculaires, qui favorise des cancers, et qu'on retrouve dans des aliments courants comme les céréales, les pommes de terre, ou ses dérivés.

LE CADMIUM PROVIENT DES
ENGRAIS MAROCAINS

En mars 2025, le député Écologiste et Social français, M. Tristan Lahais attire l'attention du ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger, sur l'importation de phosphate en provenance du Maroc, lequel est utilisé dans la fabrication d'engrais. Ce phosphate marocain affiche des teneurs en cadmium très supérieures à celles d'autres pays exportateurs de phosphate. L'HAS (Haute Autorité de santé) et l'ANSES ont démontré la dangerosité du cadmium, métal lourd et classé depuis plus de 10 ans

scientifique, morale ou législative édictée au temps d'avant cette religion, où l'humanité baignait dans les ténèbres, le mensonge et la barbarie, est nulle et non avenue» (p104).

Avis Un roman ? En bonne partie. Mais, surtout le récit d'une société en voie de «perdition». L'auteur avait vu juste puisqu'il sera, par la suite, durant la «décennie noire», assassiné par les islamoterroristes, harceleurs meurtriers de tous ceux qui... raisonnaient.

Citations : «Le pays est entré dans une ère où l'on ne pose pas de question, car la question

est fille de l'inquiétude ou de l'arrogance, toutes deux fruits de la tentation et aliments du sacrilège» (p 26), «Les couples ! Peut-on réellement parler de couples dans une société scindée en deux, avec une des parts effacée du regard, niée, réduite à un réceptacle, à un lieu de jouissance dans l'obscurité coupable ?» (p 78), «C'est un peu au contact de la vie et beaucoup au contact des livres que des idées ont germé en lui, que des idéaux ont pris racine, que des sensations voluptueuses et des ondes de joie ou de colère ont parcouru son corps frémissant, y laissant des traces durables» (pp 128-129), «La jeunesse même démunie, pouvait oppo-

ser à la misère la vigueur, la beauté et l'impertinence de son corps, la hardiesse de son désir» (p 132), «Le monde est un désert, la folie l'a transformé en ossuaire. L'illumination est arrivée, pareille à un ouragan : il ne subsiste, dans les territoires désherbés que des vigiles insomniennes scrutant les horizons dévastés pour repérer l'âme rebelle» (p140), «A l'heure qu'il est, ils ont déjà brûlé tous ses livres en un incendie exorcisant.

LE MAROC PEUT-IL FOURNIR À LA
FRANCE UN ENGRAIS RESPECTANT
LES NORMES EUROPÉENNES ?

Dans mon article publié le 04 janvier 2025 par le quotidien l'expression j'avais mentionné que, selon EURACTIV1 (un réseau de médias européens spécialisé dans la publication d'articles sur l'actualité européenne et sur les grandes questions européennes) le niveau de cadmium des phosphates marocains utilisés comme engrais posent un problème majeur pour la santé et l'environnement. Peut-être pour répondre aux inquiétudes des français, l'OCF Nutricrops, filiale de l'entreprise marocaine des phosphates affirme en juin 2025, avoir volontairement abaissé la teneur en cadmium dans ses engrais vendus en Europe à moins de 20 mg/kg de P₂O₅, un seuil trois fois inférieur à la norme européenne de 60 mg/kg de P₂O₅. Cette firme déclare à coups de publicité que d'ici fin 2025, tous ses produits mondiaux devraient respecter cette norme.

Nous pensons que cette annonce est une tromperie, et pour cause :

- Des procédés ont été développés seulement jusqu'au stade pilote. Cependant, aucun de ces procédés n'a à ce jour connu de réalisation industrielle et ce, en raison des coûts élevés de la décadmiation, et il est à noter également qu'aucune solution satisfaisante n'a été apportée aux rejets cadmiés ;
- Les engrais d'OCF Nutricrops sont commercialisés uniquement en Europe ;
- Il n'y a aucune trace du logo "Green Label-minimum cadmium" sur les sacs et les emballages des engrais marocains. Par contre ce logo est nettement visible sur les sacs des engrais commercialisés en Europe par l'entreprise russe PHOSAGRO

ET LE PHOSPHATE
ALGÉRIENS ALORS ?

Vivement donc la réalisation du projet de phosphate intégré (PPI) de Djebel Onk afin de se prémunir de l'importation des engrais phosphatés nécessaires à notre agriculture.

En plus, le phosphate de ce gisement ne contient pas un taux élevé de cadmium comme l'affirme le Docteur Bert Quin, créateur de QUINFERT en Nouvelle Zélande, qui dans son article paru en mai 2020 dans Quinfacts - RPR Series (1)2 et intitulé "Cadmium and phosphate rock", déclare : «le phosphate algérien possède l'un des niveaux de cadmium les plus bas (18 ppm) des gisements de RPR (Reactive phosphate rock) internationalement reconnus. C'est pourquoi je l'importe »

*Prof. Université Badji Mokhtar Annaba



LE DERNIER ÉTÉ
DE LA RAISON.
Roman de Tahar Djaout.
Éditions Quipos,
Alger 2014 (Le Seuil, 1999).
149 pages, 900 dinars

Mme Mouloudji en visite à Oran Coup d'envoi de la réalisation d'un centre pour enfants autistes

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, a donné, mardi à Oran, le coup d'envoi officiel de la réalisation d'un centre spécialisé pour enfants atteints d'autisme et de trisomie 21.

K. Assia et APS

A cette occasion, Mme Mouloudji a déclaré à la presse que ce futur centre, réalisé par l'entreprise Tosyali (sidérurgie), est l'un des plus grands établissements du genre en Algérie dédié à la prise en charge des enfants autistes. Elle a souligné que ce projet fait suite à la «décision historique» du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a acté la séparation de la prise en charge des enfants autistes de celle des enfants en situation de handicap mental. La ministre a ajouté que son département est actuellement en train de finaliser les textes réglementaires qui définiront les missions et le fonctionnement de ces centres spécialisés, tant au niveau des wilayas qu'au niveau du centre national de prise en charge de l'autisme.

Le futur centre aura pour mission de mettre en œuvre le Plan national pour l'autisme et d'assurer le suivi du programme pédagogique et psychologique adapté, récemment élaboré en collaboration avec les ministères de la Santé, de l'Enseignement supérieur, ainsi qu'un groupe d'experts algériens. Le

centre aura une capacité d'accueil de plus de 700 enfants et s'étendra sur une superficie de plus de 11.000 mètres carrés, a précisé Mme Mouloudji, ajoutant que la durée de réalisation a été fixée à 15 mois.

Dans la poursuite de sa visite à Oran, la ministre a également inspecté le centre psychopédagogique pour enfants déficients mentaux à Arzew et visitera l'école pour enfants malvoyants à Aïn El Turck, ainsi que la Maison des personnes âgées de Misserghine. Par ailleurs, les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Oran ont salué le lancement des travaux de réalisation d'un centre spécialisé de prise en charge et de réadaptation des enfants autistes.

Ce projet est devenu une réalité depuis mardi 23 octobre 2025, date du lancement de sa concrétisation selon un communiqué de l'APW d'Oran, précisant que cette opération est l'aboutissement des efforts déployés par l'assemblée depuis la troisième session ordinaire de 2024 et ce en coordination avec l'ancien wali d'Oran et actuel ministre de l'Intérieur et des Transports M Saïd

Sayoud qui a inscrit le projet parmi les priorités du secteur.

Dans ce registre, le président de l'Assemblée populaire de wilaya M Chalabi Mohamed a présidé des réunions de coordination pour le suivi du projet, avec la participation des directeurs des secteurs de la santé, de l'éducation et des activités sociales, des représentants de la société Tosyali, des experts, des médecins, des représentants de la société civile et élus de la wilaya. Ces rencontres ont été organisées à l'issue des différentes sorties sur site effectuées par le wali et le président de l'APW où l'accent a été mis sur la nécessité de coordonner les efforts entre les différents services pour assurer un lancement réussi de ce projet.

Par ailleurs, les participants aux différentes rencontres ont souligné l'importance du centre sur les plans éducatif, sanitaire et social pour assurer une prise en charge globale et l'intégration des enfants autistes. Ils ont également salué l'initiative de la société Tosyali en charge de la construction et l'équipement complet du centre dans le cadre de son engagement et de son soutien aux actions sociales.

La CNAS d'Oran mobilisée contre le cancer du sein 2.577 assurées sociales touchées par la maladie

J. Boukraa

Chaque année, le mois d'octobre se teinte de rose pour rappeler qu'un dépistage précoce peut sauver des vies. A Oran, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) s'engage, une fois encore, aux côtés des femmes pour lutter contre le cancer du sein. A travers une grande mobilisation l'organisme place la prévention et la solidarité au cœur de ses priorités pour lutter contre cette maladie qui ne cesse de faire des ravages. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 2.577 femmes assurées sociales atteintes d'un cancer du sein, dont 268 nouveaux cas recensés depuis le début de l'année 2025 ont été recensés par la CNAS d'Oran. Ces données témoignent de l'ampleur du défi sanitaire, mais aussi de l'efficacité du dispositif de prise en charge mis en œuvre par la CNAS.

Sous la supervision de M. Mehdi Rahal, directeur de l'agence CNAS d'Oran, une campagne de sensibilisation et de dépistage a été lancée en partenariat avec la Télévision publique algérienne. Des stands d'information et des consultations médicales gratuites ont été

installés depuis mardi dans plusieurs structures de la CNAS ainsi qu'à la station régionale de télévision. Des spécialistes en gynécologie et oncologie y ont accueilli les assurées sociales pour des séances de dépistage et de conseil. Pour garantir un accès équitable à l'information, des espaces de prévention ont été installés dans les centres de paiement de Ben Arbia El-Houari à Gambetta et El-Badr, tandis que des équipes mobiles sillonnent les zones éloignées afin de sensibiliser un plus large public féminin. En effet, cette campagne illustre la responsabilité sociale de la CNAS, qui veille à offrir aux femmes non seulement une protection médicale, mais aussi une écoute et un accompagnement humains.

La CNAS rappelle que les personnes atteintes de cancer n'ayant pas de couverture sociale bénéficient d'une prise en charge totale et immédiate des soins, médicaments grâce à la carte Chifa et ce conformément à la décision présidentielle du 4 février 2024. A travers cette action, la CNAS d'Oran confirme son rôle moteur dans la promotion de la santé publique, la prévention active et la solidarité envers les femmes touchées par la maladie.

Ecole des enfants malvoyants à Aïn El Turck

83 millions de DA pour les travaux de réhabilitation

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a annoncé, mardi, lors de sa visite dans la wilaya d'Oran, l'allocation d'une enveloppe financière de 83 millions de dinars pour la réhabilitation de l'école régionale des enfants malvoyants à Aïn El Turck.

La ministre a précisé, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de cet établissement, que cette enveloppe est destinée à la réhabilitation de l'école, avec la réalisation d'un nouveau bloc qui verra s'ajouter au bâtiment existant, soulignant que «cette extension permettra d'accueillir un plus grand nombre d'élèves malvoyants».

La ministre s'est également rendue

au centre psychopédagogique pour enfants atteints de déficience mentale à Arzew, annonçant la mobilisation d'une enveloppe de 12 millions de dinars pour la réhabilitation de ses locaux. Elle a indiqué avoir tenu des réunions de concertation avec les responsables et les élus locaux au sujet des besoins de la wilaya dans le secteur de la solidarité, au terme desquelles il a été convenu de transférer certaines structures et établissements vers le secteur de la solidarité nationale pour les transformer en annexes de centres pédagogiques à Bethioua, Gdyl et Oran. La ministre a clôturé sa visite dans la wilaya d'Oran par une visite au centre d'accueil pour personnes âgées à Misserghine, signale-t-on.

Deux réseaux de trafic international de véhicules démantelés 11 individus arrêtés, 13 véhicules et 32 fausses cartes grises saisis

K. Assia

Les éléments du Service régional de la lutte contre le crime organisé d'Oran (SRLCO) ont réussi à démanteler deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic international des véhicules et le faux et usage de faux dans les documents de base. En effet, ces deux opérations de qualité ont permis de récupérer 13 véhicules de différentes marques en plus d'une moto de sorte que les membres de ces réseaux ont procédé à la falsification de leurs caractéristiques techniques ainsi que les documents administratifs et ce afin de les mettre en

circulation sur l'ensemble du territoire national. Les investigations ont été diligentées à la suite d'un travail coordonné sur le terrain par les enquêteurs de ce service spécialisé et ont permis de connaître le mode opératoire des criminels et de les identifier. Cinq membres faisant l'objet de 16 mandats d'arrêt ont été arrêtés.

Poursuivant leurs recherches, les policiers sont parvenus à mettre hors d'état de nuire le reste des membres de ces réseaux et 6 autres mis en cause ont été appréhendés ce qui porte le nombre global des individus arrêtés à 11 dont deux fonctionnaires. Ceci a permis de récupérer 32 cartes grises falsifiées, des certificats de contrôle technique et aussi des attestations d'assurance. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Othmania et également le procureur de la République près le tribunal d'Es-Sénia pour trafic international de véhicules, faux et usage de faux.

Avec la participation de 10 wilayas de l'Ouest Ouverture du Salon régional de l'emploi

Les activités du Salon régional de l'emploi pour l'Ouest algérien ont débuté, mardi à Oran, sous le slogan «de la formation vers l'insertion et la créativité», avec la participation de plus de 120 exposants issus de 10 wilayas de l'Ouest du pays.

Le salon, qui a été inauguré par le secrétaire général de la wilaya, Fodil El-Aidani, réunit plus de 80 entreprises économiques, 30 startups, ainsi que plus de 15 établissements de formation et organismes d'appui, provenant des wilayas d'Oran, Tlemcen, Tiaret, Saïda, Sidi Bel-Abbes, Tissemsilt, Mostaganem, Relizane, Aïn Témouchent et Mascara.

Ce salon, organisé à l'initiative du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en coordination avec les directions de l'emploi et de la formation professionnelle de la wilaya, constitue une «véritable opportunité pour les jeunes de se rapprocher des entreprises économiques et pour rapprocher les résultats de la formation des besoins du marché du travail, tout en ouvrant de nouvelles perspectives d'insertion et de stabilité professionnelle», selon Abdelkader Mekki, directeur de l'emploi de la wilaya d'Oran.

L'événement vise également, ajoute le responsable, à «améliorer l'employabilité dans le secteur de la formation professionnelle, considéré comme l'un des piliers essentiels sur lesquels l'Etat compte pour fournir une main-d'œuvre qualifiée en soutien aux projets de développement économique national». Les entreprises publiques et privées présentes au salon ont présenté plus de 400 offres d'emploi directes pour les jeunes des 10 wilayas participantes, selon la même source.

De son côté, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran, Noureddine Aïmar, a indiqué que ce salon est une opportunité pour renforcer l'insertion professionnelle des diplômés de la formation professionnelle, tout en encourageant la création de micro-entreprises et de startups à travers le contact direct entre les demandeurs d'emploi et les opérateurs économiques présents lors de cet événement de deux jours. Ce rendez-vous régional constitue aussi un espace de communication et d'échange d'expériences, ainsi qu'une occasion de mettre en lumière les parcours réussis d'insertion professionnelle, de valoriser les compétences for-

mées dans les établissements de formation professionnelle, ainsi que de faire connaître les dispositifs d'appui et d'accompagnement offerts par l'Etat aux jeunes porteurs de projets, afin de les encourager à intégrer le monde de l'entrepreneuriat, selon le même responsable.

L'organisation de ce salon s'inscrit également dans une démarche d'encouragement des entreprises à investir dans les compétences qualifiées issues de la formation professionnelle, contribuant ainsi à la réalisation du développement local et à l'amélioration de l'employabilité des jeunes.

En plus de la création d'emplois immédiats, le salon vise aussi à renforcer la coopération entre les secteurs public et privé, et à promouvoir la culture entrepreneuriale à travers des entretiens d'embauche et des ateliers sur la création et le financement de projets, animés par les différents organismes d'appui présents. De nombreuses institutions participent également à ce salon, telles que les agences nationales de l'emploi, de soutien à l'entrepreneuriat, de micro-crédit, les banques, et d'autres structures.

Pour organisation de traversées clandestines Quatre passeurs arrêtés

K.Assia

Un réseau activant dans l'organisation de traversées clandestines vient de tomber dans les filets de la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Quatre individus ont été arrêtés dont l'un d'entre eux fait l'objet de quatre mandats d'arrêt à l'issue d'informations parvenues aux policiers indiquant que des individus utilisaient une habitation pour rassembler les candidats à l'émigration clandestine et préparer ainsi les traversées clandestines par mer moyennant d'importantes sommes d'argent.

Une fois tous les renseignements collectés et étudiés, les enquêteurs ont mis en place un plan de surveillance et ont réussi une fois toutes les procédures judiciaires ficelées auprès du tribunal d'Oran à identifier les mis en cause et à connaître leur emplace-



ment. Une perquisition est ordonnée et effectuée dans ladite habitation et quatre individus sont arrêtés. Un montant de 320 millions de centimes et un autre de 5.660 euros ont été récupérés à l'issue de cette opération. Les passeurs seront présentés au tribunal pour organisation de traversées clandestines et mise en danger de la vie d'autrui.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BOUSAHA Belkheïr, 69 ans, Oran
BENDAHOU Houria, 73 ans, Tlemcen
BENYAHIA Ahmed, 53 ans, Oran
KADI Ahcen, 68 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

1er jourmada el oula 1447

El Fedjr
05h52

Dohr
12h48

Assar
15h54

Maghreb
18h22

Icha
19h39



Béchar Les travaux du tronçon ferroviaire Abadla-Hamaguir bientôt achevés



Les travaux du tronçon ferroviaire Abadla-Hamaguir, long de 104 kilomètres, ainsi que la réalisation de ses différents ouvrages d'art et équipements techniques, seront bientôt achevés, a indiqué mercredi l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). Ce tronçon, reliant Abadla au point kilométrique 200, constitue la première section du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, longue de 950 km, qui reliera Béchar à Tindouf, jusqu'à la région de Gara Djebilet. Selon les responsables de l'ANESRIF, les travaux sur cette section ont atteint un état d'avancement significatif, permettant d'envisager leur achèvement dans un avenir proche. La plupart des grands ouvrages d'art ferroviaires de cette portion sont déjà en phase finale de réalisation.

Par ailleurs, les chantiers de pose de la voie ferrée ainsi que les travaux de la gare voya-

geurs de Hamaguir avancent à un rythme soutenu, avec pour objectif leur finalisation avant la fin de l'année 2025, a-t-on précisé. Cette première section, longue de 231 kilomètres (comprenant les segments Béchar-Abadla et Abadla-Hamaguir), s'inscrit dans le cadre du projet structurant Béchar-Tindouf-Gara Djebilet. Le premier tronçon Béchar-Abadla, d'une longueur de 100 kilomètres, est en exploitation depuis son inauguration en avril dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Les travaux de cette section ont nécessité le déplacement de 13 millions de mètres cubes de remblais et 4,1 millions de mètres cubes de déblais, selon l'ANESRIF. Ils ont également compris la réalisation de 408 ouvrages de drainage et d'assainissement, 14 viaducs totalisant 3.500 mètres linéaires, 29 passages supérieurs et inférieurs, ainsi que deux bâtiments principaux: les gares d'Abadla et de Hamaguir.

La centrale solaire d'Abadla exploitée partiellement avant la fin de l'année

La centrale solaire photovoltaïque d'Abadla, dotée d'une capacité de production d'électricité de 80,1 mégawatts, sera exploitée à hauteur de 50 % de sa capacité, avant la fin du mois de décembre prochain, a-t-on appris de la direction locale de l'énergie et des mines.

L'objectif de la mise en service de 50 % de la capacité de production de cette centrale solaire photovoltaïque, précédant son exploitation complète programmée pour 2026, est d'introduire une nouvelle source de production d'énergie électrique à partir du solaire dans la région, a expliqué Achour Kamel, Directeur de la même structure.

Cette mise en service s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de transition

énergétique du pays, qui vise à diversifier le mix énergétique, à travers le développement des énergies renouvelables, notamment le solaire, a-t-il expliqué.

La centrale solaire photovoltaïque d'Abadla, dont la réalisation a été lancée en mars 2025, a nécessité un investissement public de sept (7) milliards de DA, a-t-il ajouté. Deux (2) autres centrales similaires, implantées dans les communes de Kenadsa et Beni-Ounif, d'une capacité de production respective de 120 et 50 mégawatts, sont en cours de réalisation, dans le but de doter la wilaya d'un parc solaire photovoltaïque, comme prévu dans le cadre de la même stratégie nationale de transition énergétique, souligne le directeur local de l'énergie et des mines.

Tiaret Une commission pour accompagner les agriculteurs

La campagne de labours-semailles, récemment lancée dans la wilaya de Tiaret, vise à exploiter plus de 300.000 hectares pour la culture des céréales, a indiqué Boualem Mekhaneg, directeur des Services agricoles (DSA) de la wilaya.

Selon la même source, ces superficies comprennent 130.000 hectares consacrés au blé dur, après l'extension des terres qui lui sont dédiées de 2.000 hectares conformément à la politique nationale visant l'auto-suffisance en cette culture, 20.000 hectares de blé tendre, 156.000 hectares d'orge et 4.000 hectares d'avoine.

Les trois coopératives des légumes secs et des légumineuses de la wilaya ont, jusqu'à ce jour, mis à disposition 97.800 quintaux de semences traitées de toutes catégories et 21.100 quintaux d'engrais de fond.

De plus, la campagne mobilise 5.746 tracteurs et 3.860 charrués, en plus des semoirs

à grains et des épandeurs d'engrais.

Par ailleurs, au moins 178 dossiers déposés auprès de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) de Tiaret ont été approuvés pour le financement de l'achat de semences et d'engrais dans le cadre du crédit "R'fig", pour un montant total de 106,7 millions de dinars. Afin d'assurer le succès de la campagne de labours-semailles, une commission de wilaya a été récemment installée sous la supervision du wali de Tiaret, Saïd Khalil. Elle regroupe l'ensemble des acteurs du secteur et a pour mission d'accompagner les agriculteurs et de lever les obstacles auxquels ils pourraient être confrontés.

Des commissions locales ont également été mises en place dans les daïras, en plus de journées de sensibilisation organisées à l'intention des agriculteurs pour les inciter à suivre le parcours technique recommandé, selon M. Mekhaneg.

Chlef Arrêt annoncé de la station de dessalement

Un arrêt de la production, d'une durée de quatre (4) jours, interviendra à la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Mainis, commune de Ténès, à compter de lundi prochain, en raison de travaux de maintenance périodique programmés par l'entreprise en charge de cette station, a indiqué mardi un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Selon le communiqué, cet arrêt de la

production qui interviendra à partir du 27 octobre et pour une durée de quatre (4) jours (dont la période nécessaire au remplissage des conduites et des réservoirs), est dû à des travaux de maintenance périodique qui seront engagés par la société Ténès des eaux.

Les services de l'ADE de Chlef ont appelé leurs clients alimentés à partir de cette station à faire preuve de rationalité dans l'utilisation de cette ressource et à

prendre toutes les dispositions nécessaires en prévision de cet arrêt et des perturbations dans l'opération de distribution.

A noter que la SDEM de Mainis assure l'alimentation en eau potable de 27 communes sur les 32 gérées par l'ADE de Chlef.

Elle est dotée d'une capacité de production de 200.000 m3/jour et fait l'objet de travaux de maintenance périodique contractuelle deux fois par an.

Tlemcen De l'argent et des promesses pour l'eau potable

Une enveloppe budgétaire évaluée 1,5 milliard de dinars a été allouée par la wilaya de Tlemcen afin d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune de Tlemcen, selon le wali Youcef Bechlaoui.

Le premier responsable de l'exécutif local a précisé à la presse, en marge de sa visite d'inspection de plusieurs projets hydrauliques en cours de réalisation dans la commune de Tlemcen, qu'un montant de 700 millions de dinars est destiné au renouvellement des réseaux d'eau potable, tandis que le reste de l'enveloppe est consacré à la réhabilitation des forages existants dans la région, ainsi qu'à la remise en l'état des réservoirs d'eau potable. Le wali

a, d'autre part, souligné que l'approvisionnement en eau potable dans la commune de Tlemcen s'est nettement amélioré, notamment dans les quartiers El-Koudia, Ez-Zitoune, Oujlida et Boujlida, ajoutant que le taux d'alimentation continuera de s'améliorer progressivement à travers l'agglomération du Grand Tlemcen, qui regroupe les communes de Tlemcen, Chetouane et Mansourah, au cours de l'année prochaine. Par ailleurs, le wali a indiqué que la deuxième phase du renouvellement des réseaux de distribution d'eau potable dans le quartier El-Koudia de la commune de Tlemcen a été lancée, il y a deux semaines, pour un montant

de 110 millions de dinars, ajoutant que les travaux de revêtement des routes de ce quartier débiteront prochainement.

En outre, une vaste opération d'enlèvement des déchets ménagers est en cours au niveau des points noirs des quartiers Sidi-Saïd, Oujlida, El-Koudia et Abou-Tachfine, menée par le Centre d'enfouissement technique (CET), a ajouté M. Bechlaoui. Il a estimé que l'amélioration est déjà perceptible dans ces quartiers en matière de collecte des déchets, tout en prévoyant une amélioration supplémentaire après le renforcement du centre par une deuxième flotte de camions-bennes, dont l'acquisition est prévue au premier semestre de l'année prochaine.

El Bayadh Expansion de la filière pomme de terre

La wilaya d'El Bayadh prévoit une récolte dépassant les 500.000 quintaux de pommes de terre de saison, dans le cadre de la campagne de récolte récemment lancée, a indiqué la direction des Services agricoles (DSA).

Selon les responsables du service de l'organisation de la production et de l'appui technique, la campagne concerne une superficie totale plantée de plus de 1.500 hectares. A ce jour, plus de 820 hectares ont déjà été récoltés, permettant de cueillir plus de 280.000 quintaux, avec un rendement moyen de 340 quintaux par hectare.

La wilaya a enregistré, cette saison, une hausse de la superficie cultivée par rapport à la saison agricole précédente, où un peu plus de 1.100 hectares avaient été plantés. Le rendement de la saison passée avait varié entre 340 et 350 quin-

taux par hectare, selon la même source.

La filière pomme de terre connaît une expansion continue, avec une augmentation des superficies à chaque saison agricole. La wilaya attire de nombreux professionnels de cette filière venant de différentes régions du pays, profitant de la disponibilité en eau d'irrigation, du climat favorable de la région, et de la faible incidence des maladies affectant cette culture.

De nombreux agriculteurs de la wilaya ont également bénéficié d'aides agricoles, notamment en matière d'équipements d'irrigation, ce qui a permis d'augmenter les surfaces dédiées à cette culture de grande consommation. De plus, les autorités locales ont lancé plusieurs projets de développement agricole importants, tels que le raccordement au réseau d'électricité agricole,

l'ouverture de pistes rurales et la délivrance d'autorisations de forage de puits.

Ces initiatives visent à créer un environnement favorable pour un véritable essor du secteur agricole dans la wilaya, en raison de l'importante superficie de terres fertiles qu'elle possède. La DSA travaille également à accompagner les professionnels de cette filière, notamment à travers des actions de vulgarisation agricole, un accompagnement technique et l'explication des différentes formes de soutien mises en place par l'Etat, en particulier celles relatives à l'acquisition de matériel d'irrigation.

Par ailleurs, la campagne de plantation des pommes de terre tardives a récemment débuté, avec une superficie prévue de plus de 160 hectares, répartie à travers différentes zones agricoles de la wilaya, selon la même source.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة الداخلية والجماعات المحلية و النقل
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES TRANSPORTS

ETABLISSEMENT DE GESTION DE SERVICES
AÉROPORTUAIRES D'ORAN
Direction Générale



مؤسسة تسخير مصالح
مطارات وهران
البرية العامة

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

L'Etablissement de Gestion des Services Aéroportuaires d'Oran EGSA/Oran, dont :

- Le Siège social : Rond-point Aéroport International d'Oran Ahmed BEN BELLA.
- Le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : 000031010449824

Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N°33/DG/DIE/2025 relatif à la réalisation d'une clôture en dur au niveau de la pénétrante de l'aéroport de Tindouf paru dans les journaux « LE QUOTIDIEN D'ORAN et AFRICA NEWS » en date du 19/08/2025 et dans le « BOMOP », qu'après évaluation et conformément aux dispositions prévues à la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux articles 65 et 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire suivant :

SOUSSIONNAIRE/NIF	Montant de l'offre (DA.TTC)	Délai D'exécution	Note Technique
EURL EL AMDJED Commerce multiple et entreprises générales NIF : 000201088232577	59 490 480,00	Quatre (04) mois	22,00

Le choix de cette entreprise a été fait suivant les dispositions et les exigences de qualifications arrêtées dans le cahier des charges.

Les soumissionnaires sont invités de se rapprocher du service contractant, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de parution de l'attribution provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financières.

Tout soumissionnaire contestant le choix peut introduire un recours auprès de la Commission des Marchés compétente dans les (10) jours qui suivent la date de parution du présent avis.

ANEP N° 2531013983 Le Quotidien d'Oran 23/10/2025

Ministère De La Santé

Direction De La Santé Et De La Population de la Wilaya De Mascara
Etablissement Hospitalier Spécialise En Rééducation Et De Réadaptation
Fonctionnelle De Bouhanifia

Avis De Résiliation De Contrat N°02 Du :07/04/2025

En application des dispositions des articles N°149.150 et 152 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le directeur de l' Etablissement Hospitalier Spécialise En Rééducation Et De Réadaptation Fonctionnelle De Bouhanifia informe de la résiliation unilatéralement au torts exclusifs de le co-contactant du contart approuvé le 07/04/2025 sous le numéro 02, visé par le controleur budgetaire sous le N° 1647 le 07/04/2025. Portant l'approvisionnement des Légumes Et Fruits Frais conclu avec le co-contractant Aichoune Ramzi, en vertu de la décision de résiliation N°229 du 21/09/2025 visée par le controleur budgetaire en date du 12/10/2025 sous N°4512

Bou-Hanifia le : 20/10/2025

Le Directeur

ANEP N° 2531013974 Le Quotidien d'Oran 23/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE MOSTAGANEM DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE NIF- DHW = 098027019000436

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des l'articles 52 et 65 du Décret Présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Mr Le Directeur de L'hydraulique de La Wilaya de Mostaganem remercie et informe l'ensemble des entreprises ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offre Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales: N°09/2025, paru dans les journaux quotidiens nationaux en langue arabe : "الجمهورية" en date 14/07/2025 et en langue française « Quotidien d'Oran » en date du 14/07/2025, concernant L'opération: Réalisation d'un système d'assainissement Et protection de la zone de debdaba et vallée des jardins contre les inondations, commune de sayada. Les projet sont attribuer provisoirement et conformément au tableau ci-dessus :

Projets	Soumissionnaire	Montant de L'offre DA en TTC	Montant Corrigé	Délai	N.I.F	O.B.S
Lot N° 01 : Réalisation des Ouvrages de Réception en Béton armé et Bassin de Rétention au niveau de la Zone de Debdaba.	SARL TALMET AIN DEFLA	23 046.135,00	/	Six (06) mois	000744076407592	Moins disant
Lot N° 02 : Réalisation du Réseau de drainage des eaux pluviales et Réseau d'Assainissement de la Zone de Debdaba	EURL ANABIB MOSTA MOSTAGANEM	171.239.810,00	173.262.810,00	Onze (11) mois	000827078289981	Moins disant
Lot N° 03 : Génie civil et équipement de station de relevage de Debdaba	SARL BAHDJIA FARAH - CHLEF -	149.094.624,00	162.134.624,00	Dix (10) mois	196202350001158	Moins disant
Lot N° 04 : Réalisation de la conduite de refoulement en PEHD PN 16 et Canalisation gravitaire vers Qued Ain Sefra.	SARL GRAND HYDRO-ŒUVRE - MOSTAGANEM -	108.055.094,00	120.817.844,00	Six (06) mois	001627059007148	Moins disant

A partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire, un délai de 10 jours est accordé aux soumissionnaires désireux de déposer leurs recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Mostaganem conformément l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financière sont invités à se rapprocher du bureau des marchés de la direction de l'hydraulique de la wilaya de Mostaganem au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication dans la presse du présent avis d'attribution provisoire .

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531013944 Le Quotidien d'Oran 23/10/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE TLEMCEM

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF DU MAÎTRE D'OUVRAGE : 413 024 000 013031

En application de l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Equipements Publics de la wilaya de TLEMCEM sis à cité les DAHLIA EL KIFFANE informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offre national ouvert Exigence de capacité minimales lancé au journaux (Le Quotidien D'Oran) et (الجمهورية) en date du 28/09/2025 et suite à l'ouverture des plis qui a eu lieu le 07/10/2025 et à la réunion de la commission d'évaluation des offres qui s'est tenue en date du 19/10/2025, dans le cadre du projet : Réalisation d'un hôpital de 60 lits à MARSAT BEN M'HIDI ;

LOT : Achèvement Réseau Chauffage et Climatisation

Il a été proposé l'attribution provisoire comme suite :

L'ENTREPRISE	NIF de l'entreprise	Montant de Soumission DA en TTC	Montant corrigée DA en TTC	Note	Délai	Observation
BOCHAOUR NASREDDINE	15913010158419000000	72 371 873.00	/	59.00	04Mois	Offre la moins disante et pré qualifiée techniquement

N.B:

Les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation. Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré peut introduire un recours dans les Dix (10) jours qui suivent la première parution du présent Avis dans la presse nationale auprès de la commission des marchés de la Wilaya de TLEMCEM.

ANEP N° 2531013954 Le Quotidien d'Oran 23/10/2025

APPARTEMENTS

■A vendre appart F3, 4^e étage, acte + livret foncier, double façade, bon voisinage, propre, cité calme à Arzew complexe cité 1.000 logts
Tél : 0553.88.79.31 Prix 600 U

■Location F1, cuis, 60 m² Fernandville + F2, 4^e, meublé, 50 m² C/V, rue Khemisti + F4, meublé 2^e Akid Lotfi + F3 cuisine, 1^{er} CNL Millénium + F3, 2^e Plateau, Najah + F4 cuisine 120 m², 2^e avec garage à Fernandville, à proximi Akid Lotfi – Cabinet Imm VICTORIA -Tél : 041.36.16.43/ 0552.58.43.72

PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté père et grand-père
BENYOUB Snoussi
décédé le 23/10/2008
Cela fait 17 ans depuis qu'il nous a quittés pour un monde meilleur en laissant derrière lui un vide irremplaçable. Sa famille, son fils Kacem demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Puisse Dieu Le ToutPuissant l'accueillir en Son Vaste Paradis.

VILLAS

■URGENT : A vendre villa, actée, 226 m² - 2f : cv : Terga à 45 min d'Oran. Prix : 1,4 nég + A louer appart à Canastel, 3^e étage 4,5U/mois et 10 mois d'avance – Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033.62.08.46.445

■A vendre villa, R+2, 250 m², actée + L/F. RDC : gd garage + sal + cuis + douche + wc + jardin ; 1^{er} : 4 P + douche + wc + gd hall + salle dressing, 2^e : gd salon + terrasse : restent travaux 15%, accès RN Tlemcen – accès centre de Misserghine – Tél : 0668.83.48.05

■A vendre immeuble, 3 étages, sup 401 m², sur grand boulevard entre station d'essence HLM et rond point El Morchid – Seddikia, idéal pour 1 immeuble de 9 étages – 0549.07.59.25

LOCAUX

■Loue gde salle de sport, équipée et aménagée : musculation et arts martiaux, sauna-douche et fauteuil de massage, plus de 380 m² - Tel : 0799.51.24.29 à Aïn Turck Oran

DIVERS

■Vends : Bonne affaire : 02 soudeuses haute fréquence 12 kw Italy et 5 kw France : pour fabrication de protégé cahier en plastique et autres, 01 coudeuse pour fabrication de moule, 1 triode T2000, cinq branches neuves et 75 électrodes ou résistances à bon prix. Tél : 0663.34.93.73

■Personne âgée désire vendre très importante collection de timbres de poste d'Algérie, avant et après guerre + des lettres - Tél : 0799.12.92.68

TERRAINS

■Vente terrains : 1.000 et 600 m², avec P/C de R+12, 2 faç à Maraval et 2.000 m² avec PC, R+20 à Gambetta et Millénium + terrains 10.000 - 15.000 m² - 2.000 m² - 3.000 m² couverts, Z. d'activités Tiélat – Senia... A vendre ou à louer – Tel : 0772.43.37.38

■Vend ou change terrain agricole à Ouled Mimoun w. Tlemcen. 3 ha, oliviers et arbres fruitiers avec livret foncier (propriétaire) -Tél : 0655.83.21.64 - 0657.08.19.63

■A vendre vieux bâti au centre de Béthioua ; sup 450 m². Tél : 0549.06.08.16 curieux s'abstenir



République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'hydraulique

Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran

SEOR – SPA

Centre opérationnel

Département contrats et marchés

05 ; Rue Des Frères Bouchakour - Oran

NIF : 000831010963259

AVIS d'Appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales

N° 12 / SEOR / 2025

La société de l'eau et de l'assainissement d'Oran lance un avis d'appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales.

Le présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse exclusivement, aux fabricants de produits ou distributeurs agréés, revendeurs agréés, ou tous représentants exclusifs.

Avant pour objet : Acquisition de sulfate d'alumine liquide pour le traitement d'eau potable

Minimum 100 Tonnes ; Maximum : 800 Tonnes

La liste sommaire des pièces exigées devra comporter trois (03) offres candidature, technique et financier.

1- dossier de candidature :

- 1- Déclaration de candidature ; jointe en annexe, renseignée en totalité, datée et signée
- 2- Déclaration de probité ; jointe en annexe, renseignée en totalité, datée et signée

Pour l'intégralité des pièces exigées se conformer à l'article 07 Du cahier des charges.

2- L'offre technique doit comprendre notamment :

- Le cahier des charges, paraphé et signé portant la mention « lu et accepté ».
- La déclaration à souscrire dument renseignée, datée et signée (sous peine de rejet).

3- L'offre financière :

- La lettre de soumission renseignée, datée et signée.
- Le bordereau des prix unitaires dument datée sig.,és par le soumissionnaire.
- La durée de préparation des offres est de 15 jours à compter de la date de la première parution dans le BOMOP ou la presse nationale.
- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres est fixé au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 12 heures.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14 heures à l'adresse indiquée ci-dessus. Cet avis est considéré comme une invitation aux soumissionnaires

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de Préparation des offres augmentée de 3 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires conformément aux prescriptions du cahier des charges doivent être déposées à l'adresse ci-dessus sous trois enveloppes fermée et cachetée.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et porter la mention suivante :

Avis d'Appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales

N° 12 /SEOR/2025

Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran. "SEOR-SPA"

Projet : « Acquisition de sulfate d'alumine liquide pour le traitement d'eau potable »

- Minimum 100 Tonnes ; Maximum : 800 Tonnes

« Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des marchés »

Chaque pli devra contenir trois (03) enveloppes distinctes, l'une relative au dossier de candidature, l'offre technique et l'autre à l'offre financière.

Le cahier des charges précisant les conditions et modalités de soumission peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement d'un montant de cinq mille dinars (5000,00DA) par un chèque ou un virement au compte de SEOR-spa N° RIB : 00300949000108630089, auprès La Banque de L'Agriculture et du Développement Rural – Badr, Agence : 114 rue LARBI BEN M'HIDI -31000 Oran.

REMERCIEMENTS

Les familles MANKOUR, SENHADJI, NASSOU, DROUCHE, TOUHAMI, KOUADRI et BENCHENNA, remercient et expriment leur profonde reconnaissance à toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur, suite au décès de leur chère et regrettée épouse, mère et grand-mère

Mme MANKOUR Mohammed née PASCUAL SANTOS ELVIRA,
fille de M. JORGE – Photographe à Oran,
survenu le jeudi 16 octobre 2025.

Puisse Allah accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
Wilaya de Blida
Direction des Travaux Publics

Mise en demeure N° 1

Le bureau d'étude GEOROUTE LABOTEST, détenteur de la convention N°65/2024 et visa du CF N°1323/24 du 30/09/2024 et ODS de commencement des travaux N°98/24 du 30/09/2024 relative à divers études des projets de chemin de Wilaya. « Etude de glissement sur le CW 61 au Pk 16+300 ».

- Vu l'ordre de service de commencement des travaux N° 98/24 du 30/09/2024.
- Vu l'envoi : - N°263/B.E.O.A/S.E.E.I.B/628/DTP/25 du 03/03/2025.
- Vu le retard considérable et l'expiration du délai.

Le bureau d'étude est mis en demeure d'achever l'étude de glissement, dans un délai de huit (08) jours à compter de la date de parution de cet avis dans les quotidiens nationaux.

Faute de quoi, des mesures coercitives seront appliquées à l'égard de bureau d'étude.

ANEP N° 2516033254 Le Quotidien d'Oran 23/10/2025



Avis de Prorogation de Délai N°02 de l'Appel d'Offre National & International Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N°14/2025

Nous portons à la connaissance des soumissionnaires que le délai de dépôt des soumissions relatif à l'Appel d'Offre National & International ouvert avec exigence de capacités minimales N°14/2025, portant sur « La fourniture de Kit d'aménagement Ambulance sur Classe-G BA9 G350 d », a été prorogé jusqu'au 16 Novembre 2025 à 16h00.

La nouvelle date d'ouverture des plis est fixée le : 17 Novembre 2025 à 10h00.

SOCIETE ALGERIENNE POUR LA FABRICATION DE VEHICULES DE MARQUE MERCEDES BENZ

BP N° 061 -Zone Industrielle Ain-Bouhekif 14040 (Wilaya de Tiaret)

☎ 046 24 94 01/ 02 ☎ 046 24 94 01

ANEP N° 2531100974 Le Quotidien d'Oran 23/10/2025

ANEP N° 2531013963 Le Quotidien d'Oran 23/10/2025

TF1

20.10 SECTION DE RECHERCHES



-Neige sang

Le capitaine Martin Bernier (Xavier Deluc) est à la tête du groupe Homicides de la Section de Recherches de Bordeaux, une unité d'élite de la police française dédiée à résoudre les affaires criminelles les plus complexes. Dans cette première saison, l'équipe est confrontée à une série de meurtres mystérieux et d'enquêtes dramatiques qui mettent à l'épreuve leur expertise et leur détermination. Parmi les affaires marquantes, l'assassinat d'une ...

2

20.05 ENVOYÉ SPÉCIAL



Plus d'un an après l'évasion sanglante du trafiquant de drogue Mohamed Amra au printemps 2024, la France a inauguré cet été sa première prison de haute sécurité, située à Vendin-le-Vieil, dont le régime carcéral est inspiré du modèle des prisons anti-mafia italiennes : isolement quasi-total, parloirs derrière une vitre, fouilles systématiques. Élise Lucet et son équipe font découvrir en exclusivité ces nouveaux quartiers de lutte contre le crime...

3

JEUDI

6

20.10 DE MIEL ET DE SANG



Dans un village isolé des Cévennes, où les montagnes gardent jalousement les secrets des générations passées, le capitaine Fred Carel revient après des années d'absence, les cicatrices de son histoire familiale encore ouvertes. Ce retour forcé n'a rien d'un hasard : Sara, une ancienne camarade de lycée devenue commandante de la gendarmerie locale, l'appelle à l'aide pour élucider une mort aussi mystérieuse qu'inquiétante. Antoine Bernier, un homme que Fred...

CANAL+ CINEMA

20.00 KILL



Amrit Rathod, commando émérite de la gardienne nationale indienne, revient de mission avec son ami et collègue Viresh Chatwal. Amrit n'attend qu'une chose, pouvoir retrouver Tulika Singh, la femme qu'il aime. Seulement, la jeune femme est promise à un autre homme par son père, Baldeo, un homme puissant, décidé à arranger un mariage de raison. Alors que Baldeo, Tulika et d'autres membres de la famille embarquent dans un train...

20.10 LE MEILLEUR PÂTISSIER



- Frissons gourmands !

Pendant la semaine de l'horreur, les pâtisseries toujours en lice affrontent trois épreuves redoutables : revisiter le roulé classique en version monstrueuse, confectionner le gâteau-cerveau avec ses multiples textures et saveurs surprenantes, et créer un gâteau-lanterne suspendu symbolisant leur plus grande peur. Cyril, aux côtés de Mercotte et du chef Pierre Marcolini, accompagne les candidats dans ces défis...

CINE + FRISSON

19.50 EN ATTENDANT LA NUIT



Dans les années 1980, la famille Féral, composée de Laurence et Georges, se retrouve confrontée à une situation singulière avec leur fils, Philémon, dont la survie dépend d'une étrange affection : il semble avoir un besoin vital de sang. Dix-sept ans plus tard, ils s'installent dans une petite ville montagnarde, espérant un nouveau départ. Alors que Philémon navigue son adolescence, il doit également composer avec...

CANAL+

20.00 LILLE / PAOK SALONIQUE



Niklas Castro et les Lillois ont débuté la phase de Ligue par une belle victoire (2-1) face à Brann Bergen avant d'affronter l'AS Rome. Pour leur deuxième match devant leur public du Stade Pierre-Mauroy, les Dogues veulent prendre trois points importants contre les Grecs du PAOK Salonique. Olivier Giroud devra apporter son expérience du haut niveau ce soir au sein d'un effectif du LOSC jeune. Un succès permettrait aux hommes de Bruno Genesio de...

CINE + PREMIER

19.50 MAMMA MIA !



Sur une île ensoleillée de Grèce, Sophie (Amanda Seyfried), une jeune femme de 20 ans, se prépare à célébrer le jour le plus important de sa vie : son mariage avec le séduisant Sky (Dominic Cooper). En pleine effervescence des préparatifs, Sophie confie à ses deux meilleures amies son désir de découvrir l'identité de son père, un mystère que sa mère, Donna (Meryl Streep), a toujours gardé secret. Pour combler ce manque, Sophie prend l'initiative...

TF1

20.10 MASK SINGER



Saison 8 - La finale

Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier, rejoints cette saison par Michaël Youn, tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-sept concurrents au casting de cette nouvelle saison, dont l'un bénéficiera de la complicité du public, figurent notamment des sportifs, des humoristes,...

2

ASTRID ET RAPHAËLLE



S 6 - E 1 : La mort de Raphaëlle
Raphaëlle est aux urgences, entre la vie et la mort, après avoir été empoisonnée lors de la cérémonie de mariage d'Astrid et Tet-suo. À sa sortie du coma, elle ne parvient pas à bouger ses jambes. Astrid lui propose de l'impliquer dans sa prochaine enquête en activant la caméra de son téléphone depuis la scène de crime. Quand un jeune youtubeur chasseur de fantômes est retrouvé mort, écrasé par un piano à queue, les deux enquêtrices se lancent sur la piste...

3

VENDREDI

6

20.10 SYLVIE VARTAN, VOUS ET MOI



Sylvie Vartan se livre sans détour à Augustin Trapenard à l'occasion de sa tournée d'adieu au public. Enfant bulgare contrainte à l'exil, elle devient une figure majeure en France. Soixante-quatre ans de carrière, près de cinquante albums, quarante millions de disques vendus et plus de deux mille couvertures de magazines jalonnent son parcours. Première femme à chanter du rock dans les années 1960 aux...

CINE + PREMIER

19.50 KONG : SKULL ISLAND



En 1944, un soldat américain est forcé d'atterrir sur une île du Pacifique. Il est bientôt rejoint par un soldat japonais. Mais les deux hommes font face à un plus grand danger : un singe géant. En 1973, Bill Randa, envoyé du gouvernement, et le géologue Houston Brooks, organisent une mission scientifique sur cette île, longtemps restée loin des radars, et riche de potentielles découvertes scientifiques importantes. Escorté par un aventurier, une photographe et une escorte...

20.10 ARNAQUES !



Immobilier, investissements financiers, construction : les fraudeurs sévissent dans tous les secteurs et utilisent des méthodes toujours plus sophistiquées pour tromper leurs victimes. Julien Courbet et ses équipes mettent en lumière des situations d'escroquerie où les clients, souvent confiants et bien intentionnés, se retrouvent abusés. Grâce à cette enquête détaillée, leurs pratiques sont dévoilées pour sensibiliser...

CINE + FRISSON

19.50 INGLOURIOUS BASTERDS



En 1940, alors que la France est sous l'occupation nazie, la jeune Shosanna Dreyfus (Mélanie Laurent) est témoin du meurtre de sa famille par le colonel Hans Landa (Christoph Waltz), un officier redouté surnommé le "Chasseur de juifs". Parvenant à fuir à Paris, Shosanna se transforme en propriétaire d'un cinéma, tout en nourrissant un profond désir de vengeance contre ceux qui ont détruit sa vie.

CANAL+

20.10 GOD SAVE THE TUCHE



À Bouzoles, la vie des Tuche semble être un véritable conte de fées moderne. Cathy (Isabelle Nanty) a transformé sa passion pour la cuisine en une friterie innovante, alliant saveurs traditionnelles et design contemporain grâce aux talents de sa fille, Stéphanie (Claire Nadeau). Pendant ce temps, Jeff (Jean-Paul Rouve) s'investit dans le club de football local, tandis que Wilfried (Pierre Lottin) découvre un nouveau souffle dans sa carrière musicale. Donald, surnommé « Coincoin » (Philippe Dusseau), s'est lancé dans une entreprise écologique florissante.

CANAL+ CINEMA

20.00 L'ATTACHEMENT



Dans la ville de Rennes, Sandra (Valeria Bruni-Tedeschi), une libraire introvertie, mène une existence tranquille et solitaire. Sa routine est bouleversée lorsque ses voisins de palier, Cécile et Alex, lui demandent un service : garder leur petit garçon, Elliott, pendant qu'ils se rendent à la maternité pour l'accouchement de leur deuxième enfant. En acceptant, Sandra emmène Elliott à la librairie, où elle tente de lui faire découvrir son univers littéraire.

A cartoon illustration of a duck character, likely from the Looney Tunes series, running towards the right. The duck is wearing a pink hat, a light blue shirt, and red pants. It is holding a red book or folder in its right hand and a blue tool, possibly a wrench, in its left hand. A small blue figure is running away from the duck's feet. The background is a solid light green color.

Syrie: assaut des forces gouvernementales contre un camp de jihadistes français



Les forces gouvernementales syriennes ont annoncé mercredi encercler un camp de jihadistes français dans le nord-ouest du pays, accusant leur chef, Oumar Diaby, alias Omar Omsen, de refuser de se livrer aux autorités après avoir enlevé une fillette. Les jihadistes, estimés à quelques dizaines, sont retranchés avec leurs familles dans un camp de la région de Harem, près de la frontière turque.

Oumar Diaby, un ancien délinquant franco-sénégalais devenu prêcheur, fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la justice française.

Dans un communiqué, le commandant des forces de la sécurité intérieure de la province d'Idleb (nord-ouest), le général Ghassan Bakir, a affirmé que le groupe mené par M. Diaby avait «enlevé une fillette» des mains de sa mère dans cette région. Il a précisé que les autorités lui avaient demandé de se livrer, mais qu'il avait refusé et s'était «retranché dans le camp», et l'ont accusé de tirer sur les forces gouvernementales et «d'utiliser les civils comme boucliers humains».

L'ex-président Sarkozy protégé en prison en raison des «menaces qui pèsent sur lui»



L'ancien président français Nicolas Sarkozy, incarcéré depuis mardi à la prison parisienne de la Santé, est accompagné par deux officiers de sécurité «eu égard à son statut et aux menaces qui pèsent sur lui», a expliqué mercredi le ministre de l'Intérieur.

Lex chef de l'Etat bénéficie en temps normal «d'un dispositif de protection eu égard à son statut et aux menaces qui pèsent sur lui» et «ce dispositif a effectivement été maintenu en détention», a indiqué Laurent Nuñez sur la chaîne d'information Cnews et la radio Europe 1. «C'est une décision visant à assurer sa sécurité», a-t-il ajouté.

Deux officiers de sécurité ont été installés dans la cellule voisine à celle de Nicolas Sarkozy, 70 ans. «C'est une décision visant à assurer sa sécurité», a ajouté M. Nuñez, «en plus, évidemment, de tout ce qui est mis en œuvre par l'administration pénitentiaire». Ce dispositif restera en place «tant que nous le jugerons utile», a assuré le ministre.

Jamais dans l'histoire de la République française ou de l'Union européenne, un ancien chef d'Etat n'a dormi derrière les barreaux.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Ouganda : 46 morts dans une grave collision d'autocars



Un total de 46 personnes ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi en Ouganda, dans une grave collision impliquant deux autocars notamment, selon la police, qui a revu à la baisse un bilan initial de 63 morts.

Les accidents de la route sont fréquents dans ce pays d'Afrique de l'Est. Selon un

rapport policier, 4.434 collisions mortelles ont été enregistrées en 2024 en Ouganda, qui ont tué 5.144 personnes.

Quatre véhicules - deux cars, un camion et une voiture - ont été impliqués dans la collision.

Selon les premières investigations, le conducteur d'un autocar qui se rendait de la capitale Kampala à Gulu, un trajet

d'environ 650 kilomètres, a tenté de dépasser un camion.

Selon la même source, «l'un des conducteurs a tenté d'éviter la collision, mais cela a provoqué une collision frontale et latérale, ayant conduit à une réaction en chaîne qui a entraîné la perte de contrôle des autres véhicules et plusieurs tonneaux».

Mozambique: au moins deux policiers tués dans une attaque jihadiste

Au moins deux membres des forces de sécurité mozambicaines ont été tués dans une attaque jihadiste survenue mardi matin, a appris l'AFP mercredi auprès de l'Acled, une organisation qui compile des données sur des zones de conflit.

Le Cabo Delgado, province du nord de ce pays d'Afrique australe en proie à une insurrection jihadiste depuis 2017, enregistre cette année un nombre record d'incidents d'après les chiffres d'organisations internationales, particulièrement scrupuleuses dans l'attente de la reprise formelle d'un projet gazier de TotalEnergies.

«Un véhicule de l'unité d'intervention rapide de la police (UIR) a été attaqué, sans doute alors qu'il escortait un convoi de véhicules. Au moins deux agents de l'UIR ont été tués», a indiqué un analyste de l'Acled, Peter Bofin.

«Quatre des douze agents dans le véhicule ont été tués, les autres ont été blessés mais ont réussi à fuir», selon un autre bilan transmis à l'AFP par un officier militaire sous couvert d'anonymat.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

FEMME AGENTE ET FEMME RESPONSABLE

doucement et sûrement donné un sérieux coup à la bureaucratie.

Nous avons pris l'habitude de pester contre une administration amorphe et fournisseuse de tracas, nous prenant de haut lorsque nous nous présentons à elle. Toujours avec une crampe à l'estomac craignant d'être rabroués sans ménagement. Cette peur s'est peu à peu dissipée, et l'on éprouve un certain petit bonheur et une grande satisfaction à constater que nous sommes reçus avec une amabilité et diligence que nous n'avons pas connues dans un passé récent. La tendance se généralise à mesure que

l'administration prend un nouveau visage et affiche un bon air de consolation et nous débarrasse des stress d'avant qui nous collaient à la peau. La femme agente et la femme responsable y sont pour beaucoup. On découvre à leur approche presque une espèce de maternité dont elles ont le secret. Tout n'est pas parfait bien entendu. En tenant compte de notre ignorance et de notre non maîtrise des lois et de la législation, nous sommes agréablement surpris par leur patience et leur diligence, souvent prêtes à nous accompagner.

Les grands gagnants de cet accompagnement sont les citoyens âgés, souvent égarés dans les îles revêches de la paperasserie et qui trouvent des soutiens et des orientations dans leurs démarches parfois non exigées.

La révolution féminine est sans conteste maintenant attestée.

Le chinois Baidu débutera en décembre les essais de ses robotaxis



Le géant chinois des technologies Baidu a indiqué mercredi qu'il lancerait fin 2025 ses essais de taxis autonomes en Suisse, en partenariat avec le service public de transport CarPostal, et a précisé le calendrier du déploiement.

La phase initiale de tests débutera en décembre, avec une montée en puissance progressive en vue d'une mise en service régulière «au plus tard au premier trimestre 2027», a dit dans un communiqué l'entreprise basée à Pékin.

Selon Baidu, les utilisateurs pourront alors réserver des véhicules autonomes via une application mobile, soit pour un trajet privé, soit en covoiturage afin d'optimiser l'utilisation de la flotte.

Le groupe chinois a confirmé mercredi, comme l'affirmait en mai le Wall Street Journal, qu'il collabore sur ce projet avec CarPostal, filiale de la Poste suisse spécialisée dans l'exploitation de réseaux de bus régionaux et urbains.

Les entreprises technologiques et les constructeurs automobiles chinois ont investi des milliards d'euros ces dernières années dans la conduite dite autonome, avec des taxis sans chauffeur déjà en service à plusieurs endroits du pays.